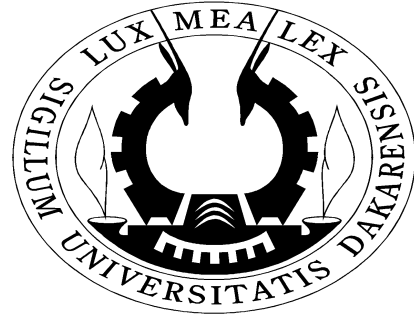


Konrad
Adenauer
Stiftung



L'ECONOMIE SOCIALE DE MARCHE
—
Modèle d'un ordre économique libéral

Colloque à la Fondation Konrad Adenauer Dakar

7 mai 2009

TEXTES ET DOCUMENTS

TABLE DES MATIERES

PROGRAMME DU COLLOQUE	3
ALLOCUTIONS D'OUVERTURE	4
Dr. Stefan Gehrold	5
Néné Mboup Ndiaye Dieng	7
PANEL I : BASES ET CONDITIONS CADRE ETATIQUES POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	10
Matthias Schäfer : Die soziale Marktwirtschaft, eine liberale Wirtschaftsordnung. Ludwig Erhard, die christliche Soziallehre und die Grundlagen der sozialen Marktwirtschaft (deutsch)	11
Matthias Schäfer : L'économie sociale de marché, un ordre économique libéral. Ludwig Erhard, la doctrine sociale de l'église et les fondements de l'économie de marché (français)	19
Dr. Mamadou Lamine Ba : L'Afrique devant la problématique du libéralisme social dans le contexte de crise économique	27
Dr. Mamadou Lamine Diallo : L'économie sociale de marché, un modèle pour le Sénégal	34
PANEL II : L'ECONOMIE SOCIALE DE MARCHE AU GRE DU TEMPS – DEFIS ET CHANCES	40
Prof. Dr. Hermann von Laer : 60 Jahre Grundgesetz – 60 Jahre Soziale Marktwirtschaft. Eine bis heute andauernde Erfolgsgeschichte und ein deutsches Exportgut (deutsch)	41
Prof. Dr. Hermann von Laer: 60 ans de loi fondamentale – 60 ans d'économie sociale de marché. Un success story jusqu'à nos jours et par ailleurs un article d'exportation allemand? (français)	50
Papa Nalla Fall : Le secteur privé africain face à la crise économique mondiale au regard de l'économie sociale de marché	61

PROGRAMME DU COLLOQUE

L'Économie sociale de marché – Modèle d'un ordre économique libéral

Jeudi 7 mai 2009, Fondation Konrad Adenauer Dakar

09.00 – 10.00	Cérémonie d'Ouverture <ul style="list-style-type: none">- Dr. Stefan Gehrold Représentant Résident FKA- Prof. Abdou Salam Sall, Recteur UCAD- S. E. Mme Doretta Loschelder; Ambassadeur d'Allemagne- S.E. M. Abdoulaye Diop, Ministre économie et finances
10.00 – 10.30	Pause café
10.30 – 13.00	Panel I : Bases et conditions cadre étatiques pour le développement économique Modérateur: M. Abdourahmane Camara, Directeur Ecole Nationale d'Administration « Ludwig Erhard, le néolibéralisme, la doctrine sociale de l'église, les bases de l'économie sociale de marché » Mathias Schäfer, FKA Berlin“ « L'économie libérale sous l'aspect de l'humanisme » Mamadou Lamine Ba, politologue, ancien ministre « L'économie sociale de marché version africaine » Mamadou Lamine Diallo, économiste Discussion
13.00 – 14.30	Déjeuner
14.30 – 16.00	Panel II : L'économie sociale de marché au gré du temps – Défis et chances Moderateur: Youssoufa Wade, Président du Comité national du dialogue social « Crise économique mondiale et pauvreté croissante: Est-ce la fin de l'économie sociale de marché ? » Prof. Dr. Hermann v. Laer, Universität Vechta « Le secteur privé africain face à la crise économique mondiale au regard de l'économie sociale de marché » Monsieur Papa Nalla Fall, Conseil National du Patronat du Sénégal
16.00 – 17.30	Discussion
17.30 – 18.00	Conclusions, Synthèse
18.00 – 20.00	Réception

ALLOCUTIONS D'OUVERTURE



**Allocution d'ouverture de Dr. Stefan Gehroid,
Représentant Résident de la Fondation Konrad Adenauer Dakar**

60 Jahre Bundesrepublik – 60 Jahre Soziale Marktwirtschaft

Mesdames, Messieurs, chers amis de la Fondation Konrad Adenauer; je vous souhaite bienvenue à ce petit déjeuner du travail.

Je vous remercie d'avoir répondu à notre invitation de participer à cette conférence sur l'économie sociale de marché. Je suis heureux de pouvoir vous présenter nos deux conférenciers qui ont fait le déplacement depuis l'Allemagne pour nous offrir la possibilité de discuter sur un sujet qui intéresse, je pense, tout le monde : trouver des pistes de réflexion afin de sortir de la crise économique.

Je voudrais maintenant brièvement parler de la Fondation Konrad Adenauer, car même si vous nous connaissez déjà bien ou très bien, il est toujours bon de rappeler les points cardinaux de notre institution.

La Fondation Konrad Adenauer est une fondation politique allemande. Elle porte le nom de Konrad Adenauer, le premier chancelier de la République Fédérale d'Allemagne qui fut un des politiciens les plus marquants et importants de son époque. C'est grâce à la politique de Konrad Adenauer que la démocratie et la liberté ont pu s'ancrer solidement en Allemagne. La Fondation Konrad Adenauer a été fondée après la seconde guerre mondiale avec l'objectif de promouvoir la démocratie, les droits de l'homme, la liberté et l'état de droit. Dans le contexte de la coopération internationale, elle soutient aujourd'hui des projets dans plus de 120 pays du monde. Les bases de nos activités sont les idéaux et convictions de la démocratie chrétienne : solidarité, liberté de l'individu, justice sociale, droits de l'homme, démocratie. Il va de soi que la doctrine sociale de l'église a largement inspiré le programme politique de la démocratie chrétienne en Allemagne.

Chers amis,

D'habitude j'introduis ce sujet rapidement et donne la parole directement aux conférenciers et aux participants. Cependant, ce soir je voudrais vous faire part de quelques réflexions personnelles sur ce thème. Pourquoi ? Je pense que cette année, il n'y a pas de manifestation plus intéressante de notre fondation au Sénégal. Le sujet est de brûlante actualité, dans une période où le monde lutte contre les conséquences de la crise économique. En plus, c'est un thème qui m'intéresse particulièrement et je peux y contribuer avec des réflexions basant sur mes expériences et mes lectures.

Qu'est-ce que c'est que l'économie sociale de marché ?

Friedrich Merz, un des politiciens les plus intelligents de l'Allemagne contemporaine, répond à cette question dans son livre qui vient de paraître : Oser plus de capitalisme. Merz affirme que l'économie

sociale de marché est et a été une périphrase de capitalisme, pratiquement un synonyme. Donc l'économie de marché. L'introduction du mot « social » n'était rien d'autre qu'un instrument de marketing. Et c'est cela qui amène souvent des confusions quant au contenu du mot. Même l'« inventeur » de l'économie sociale de marché, l'ancien chancelier Prof. Dr. Erhard considérait cet adjectif comme redondant. Le prix Nobel autrichien Prof. Dr. V. Hayek l'a intitulé même comme « expression sans contenu » .

Merz, tout à fait ancré dans la tradition de Erhard, est convaincu que l'économie de marché est sociale *en bas* de soi même et n'aurait donc pas besoin de cet additif. L'ancien président de la banque fédérale Prof. Dr. Tietmeyer abonde dans le même sens. Correctement entendu, une économie sociale de marché mérite l'adjectif « social » surtout parce qu'elle représente un ordre économique durable et efficient et parce qu'elle est créatrice de chances. Prof. Dr. Sinn, le président de l'institut allemand d'économie IFO à Munich soutient que l'économie sociale de marché entretient des injustices, mais que ce sont exactement ces injustices qui seraient la condition pour la genèse du marché.

Est-ce que un système peut être injuste et sociale en même temps ?

Oui, est la réponse de Merz parce que capitalisme ne s'agit pas d'une distribution *égale* des biens - mais que tout le monde a « assez ». Uniquement le marché pourrait assurer ce but. Il ne serait pas un malheur nécessaire pour que les imaginations de la redistribution puissent être réalisées. En disant ça, Merz contredit Victor Hugo dans sa nouvelle « Les Misérables ». Il est la prémisse élémentaire pour la réussite de la liberté. Merz élève la réussite de marché à un niveau étique et moral : L'économie sociale de marché comme une manifestation de liberté.

Je trouve étrange le fait que nous soyons prêt à défendre avec beaucoup d'enthousiasme la liberté de mouvement, la liberté d'opinion, la liberté de presse, mais que cette liberté appliquée au marché soit vilipendée comme « turbocapitalisme ».

La Fondation Konrad Adenauer s'engage partout dans le monde pour des systèmes de société libéraux. Je ne soulignerai jamais assez que le plaidoyer pour l'économie sociale de marché fait partie de cette lutte pour la liberté. Ainsi il s'agit d'une lutte pour la liberté de chaque individu.

Je vous recommande de revisiter les principes de base de l'économie sociale de marché. L'héritage de Ludwig Erhard est pour nous une tâche durable pour façonner notre avenir.

A présent, je vous souhaite une bonne séance et je passe la parole à Monsieur le Professeur Laer.

Je vous remercie de votre attention.

Allocution d'ouverture de Madame Néné Mboup Ndiaye DIENG
Directeur de Cabinet du Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances

Monsieur le Représentant-Résident de la Fondation Konrad ADENAUER,
Madame la Représentante de l'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar ;
Monsieur le Chargé d'Affaires de l'Ambassade d'Allemagne
Mesdames, Messieurs,
Chers participants.

Il m'échoit l'insigne honneur de présider, au nom du Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances, la cérémonie d'ouverture du Colloque qu'organisent la Fondation Konrad ADENAUER et l'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar sur le thème de « l'économie sociale de marché, modèle d'un ordre économique libéral».

La crise économique et sociale que vit actuellement l'ensemble de la planète, des suites d'une crise financière qui a trouvé naissance dans la première puissance économique mondiale, a, sans doute, été déterminante pour le choix du thème du colloque. Il s'y ajoute que, pour des économies comme celle du Sénégal, il est tout aussi pertinent, d'appeler, en ces temps d'une crise aussi profonde, à plus de responsabilité et plus de solidarité pour faire face à ses effets directs et collatéraux, que d'inviter à de larges échanges de vues sur le modèle de développement approprié pour un pays moins avancé dans une économie mondialisée.

Je voudrais donc, au nom de tous les participants à cet important colloque, féliciter la Fondation Konrad ADENAUER et l'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar, et les remercier de nous avoir donné ainsi l'occasion de nous enrichir mutuellement en ces périodes de défis, au Nord comme au Sud.

Certes, la Fondation, à travers le thème central de l'économie sociale de marché, honore la mémoire de son parrain, le Chancelier Konrad ADENAUER, sous le magistère duquel, une sorte de troisième voie a été instituée entre le libéralisme pur et le socialisme collectiviste, à la fin des années 1940, c'est-à-dire sous l'influence marquante des séquelles de la deuxième grande guerre. Mais, il conviendrait aussi de rappeler que la politique d'économie sociale de marché proposée par « les lignes directrices de Düsseldorf » adoptées en 1949 par le CDU reposait sur un premier pilier, à savoir, que le mécanisme des prix fixés sur des marchés concurrentiels jouait un rôle essentiel dans le bon fonctionnement de l'économie. En particulier, c'est cette ligne directrice de fond, qui a permis au Ministre de l'Economie Ludwig ERHARD de vaincre l'hyper-inflation de l'après-guerre et, certainement, de devenir chancelier.

Sans nul doute, cette ligne directrice de fond est à rapprocher à la stabilité du cadre macroéconomique que les ministres de l'économie et des finances se font désormais un sacerdoce à préserver dans tous les pays, développés, émergents ou en développement. D'autant plus que la

protection contre les abus de pouvoir de l'Etat, des grandes entreprises ou d'associations d'intérêts catégoriels, appelle à une concurrence saine et loyale en même temps qu'elle concourt à une amélioration des relations sociales à travers des formes de co-gestion, de co-décision et de concertation entre les employeurs et les travailleurs. Un résultat important attendu sur le plan social en était une meilleure redistribution des revenus en faveur des plus pauvres. Au Sénégal, le DSRP et la Stratégie de Croissance accélérée usent de démarches participatives et de partenariat pour des objectifs presque identiques. C'est dire que le gouvernement prêterait une attention toute spéciale aux travaux du colloque, notamment pour chacun des sous-thèmes retenus.

S'agissant du sous-thème sur les « bases et conditions-cadres étatiques pour le développement », les conclusions et recommandations enregistrées devraient apporter un éclairage nouveau sur des préoccupations de l'Etat et ses partenaires intérieurs : le fédéralisme fiscal ou tout simplement la fiscalité locale, la représentation des travailleurs au conseil d'administration des entreprises, le renouvellement des comités d'entreprises, les axes de réforme des conventions collectives, l'apport de l'enseignement technique et professionnel, le contenu à donner à l'Etat providence dans un contexte de mondialisation. Les chantiers de la décentralisation mais aussi des Etats-Unis d'Afrique, de la lutte contre la pauvreté et du développement local, donnent à ces préoccupations une actualité prégnante et une demande urgente de réponses équilibrées.

Monsieur le Représentant-Résident,

Après l'Etat-providence et les nationalisations post-indépendance, les pays africains ont connu les programmes d'ajustement et les privatisations des années 1980. Au point où les années sociales de la décennie 1990, se présentent aujourd'hui comme une synthèse dont les défis et les chances de réussite seront certainement au centre des débats autour du sous-thème sur l'économie de marché au gré du temps.

De 1949 à 2009, c'est 60 années d'expérience riches d'enseignements de l'économie sociale de marché. Parmi les sujets constants traités, je peux citer :

- le poids l'Etat et du secteur public ;
- la progressivité de l'impôt et la productivité des facteurs de production ;
- le contenu, la portée et les limites de l'économie mixte ;
- les insuffisances d'une garantie constitutionnelle de protection des droits de propriété.

D'autres sujets de discussion à ne pas occulter pourraient être :

- les liens entre l'option de banque centrale indépendante et les restrictions sur la création monétaire, notamment dans les unions monétaires ;
- la stabilisation des marchés agricoles ;
- les politiques macroéconomiques favorables à l'emploi.

Sur le registre de l'emploi dans un contexte de dialogue social apaisé, et porté vers la croissance et l'émergence économique, des travaux récents au Sénégal et dans d'autres pays en développement, ont aussi porté sur :

- la part de l'emploi public dans l'emploi total ;
- des négociations salariales centralisées ou sectorielles.

Enfin, et, sur un autre plan, l'expérience des pays du Nord appelle dans le débat la contribution du principe de neutralité en politique étrangère.

En plus de ces sujets constants dans le débat sur le contenu à donner à une politique d'économie sociale de marché, l'actualité mondiale nous interpelle sur le partage des responsabilités et la solidarité nécessaires envers les fonds spéculatifs et les fonds d'investissement. A l'échelle mondiale où les acteurs sont les Etats et les firmes multinationales, comme au niveau national où interagissent gouvernement, entreprises privées et entrepreneurs sociaux, la solidarité collective et la responsabilité individuelle sont opportunément convoquées afin de maintenir un équilibre dynamique entre progrès économique et justice sociale.

Particulièrement sur le chapitre de la responsabilité, les lignes directrices de plus en plus explorées à des fins de croissance partagée et de développement durable sont, entre autres :

- la réussite entrepreneuriale dans un cadre de mondialisation ;
- l'équilibre acceptable entre économie, société et écologie autour du concept d'économie sociale et écologique de marché ;
- l'investissement dans les connaissances et les aptitudes des employés ;
- la liberté des marchés et la compensation sociale.

Monsieur le Représentant-Résident, Mesdames, Messieurs,

En tentant de faire, comme vous le constatez, un tour d'horizon des principales préoccupations et politiques autour de l'économie sociale de marché, j'ai souhaité attirer l'attention de ce parterre d'experts sur la portée et la multiplicité des interpellations à explorer. Pour le cas particulier du Sénégal, ces interpellations trouvent leur origine dans la vision et les objectifs qui fondent notre DSRP de seconde génération et la Stratégie de Croissance accélérée. Cette vision et ces objectifs invitent à un saut qualitatif dans tous les domaines de la vie économique et sociale : création de richesses, notamment par des ressources humaines de qualité, participation et bonne gouvernance, genre, protection sociale notamment pour les groupes vulnérables. C'est donc avec intérêt et, je devais dire impatience, que nous attendons les résultats de vos travaux.

En renouvelant mes félicitations et mes remerciements aux organisateurs, au nom du Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances, Monsieur Abdoulaye DIOP, je déclare ouvert le Colloque sur «Economie sociale de marché, modèle d'un ordre économique libéral ».

Je vous remercie de votre aimable attention.

PANEL I :
BASES ET CONDITIONS CADRE ETATIQUES
POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE





Soziale Marktwirtschaft und Globalisierung

Die Soziale Marktwirtschaft eine liberale Wirtschaftsordnung

Ludwig Erhard, die christliche Soziallehre und Grundlagen der Sozialen Marktwirtschaft

Matthias Schäfer
Konrad-Adenauer-Stiftung Berlin
030/26996-3515
matthias.schaefer@kas.de

Dakar, 7. Mai 2009



Soziale Marktwirtschaft und Globalisierung

Gliederung

1. Historischer Rahmen
2. Geistige Grundlagen der Sozialen Marktwirtschaft
3. Die ordoliberalen Merkmale des Konzepts Soziale Marktwirtschaft und ihre Umsetzung
4. Soziale Marktwirtschaft damals und heute
5. Soziale Marktwirtschaft und Europäische Union/Globalisierung



Soziale Marktwirtschaft und Globalisierung

1. Historischer Rahmen

Die Nachkriegszeit in Deutschland

Sowohl kapitalistische wie sozialistische Ansätze haben sich als „historische Irrwege“ (Walter Eucken) erwiesen.

- Starke Diskreditierung des kapitalistischen Wirtschaftssystems
- Erfahrungen der Industrialisierung und der Weimarer Republik (insb. der Kartellbildung)
- Großindustrie, Gewerkschaften und (Sozial-)Staat bilden ein "deutsches Dreieck" (Paul Nolte)
- Unmittelbare Anschauung der sowjetischen Einflussnahme (Sowjetische Besatzungszone)
- Erfahrungen mit der massiven staatlichen Interventionspolitik des Dritten Reiches
- Dramatische Unterversorgung der deutschen Bevölkerung nach dem Krieg (Hungerwinter)

Die Folgen der Weltwirtschaftskrise (Große Depression der 1930er Jahre):

Herausbildung zweier großer Denkrichtungen:

Keynes: staatliche Eingriffe zur Stabilisierung der wirtschaftlichen Entwicklung

Eucken/Röpke: staatliche Festlegung des Ordnungsrahmens, aber keine staatlichen Eingriffe in die Wirtschaft



Grundlagen der Sozialen Marktwirtschaft

2. Geistige Grundlagen der Sozialen Marktwirtschaft

a. Das Menschenbild der Sozialen Marktwirtschaft

- Christliche Soziallehre und ihre Prinzipien

Personalität:

Der Mensch ist frei und mündig, seine Entscheidungen trifft er in Verantwortung gegenüber Gott und den anderen.

Gemeinwohlorientierung:

Das Handeln des Menschen ist gerichtet auf seine Einbettung in ein soziales Umfeld.

Solidarität:

Den Schwächeren der Gesellschaft ist von den Stärkeren zu helfen, wenn die Schwächeren ihren Beitrag zu Überwindung der Notlage leisten

Subsidiarität:

Die Verantwortung für die Lösungen und die Risiken des Leben beginnt auf der untersten Ebene. Nicht übergeordnete Ebene darf es eingreifen, wenn die unterste Ebene überfordert ist.

1891: Sozialenzyklika „Rerum Novarum“ (Papst Leo XIII.)

1991: Enzyklika „Centesimus Annus“ (Papst Johannes Paul II.)

1920: „Die protestantische Ethik und der „Geist“ des Kapitalismus“ (Max Weber)



Grundlagen der Sozialen Marktwirtschaft

2. Geistige Grundlagen der Sozialen Marktwirtschaft

a. Das Menschenbild der Sozialen Marktwirtschaft

„Homo religiosus“ statt „homo oeconomicus“ (Röpke)

Weitere Grundlagen des Menschenbildes

- (Kardinal-)Tugenden des europäischen Kulturraums
Klugheit, Gerechtigkeit, Tapferkeit, Mäßigung (Platon)

- Deutscher Widerstand gegen Hitler

1938-1943: Kontakte der Freiburger Schule zu Carl Goerdeler und Dietrich Bonhoeffer

Wilhelm Röpke in Istanbul und in Genf

Alexander Rüstow in Istanbul

Die Soziale Marktwirtschaft war „jenseits von Angebot und Nachfrage“ (Röpke) ein Ansatz, die wirtschaftliche, soziale und moralische Zerstörung Deutschlands zu überwinden und die Deutschen wieder zu einem anerkannten Partner in der Völkergemeinschaft zu machen.



Grundlagen der Sozialen Marktwirtschaft

2. Geistige Grundlagen der Sozialen Marktwirtschaft

b. Die Rolle des Staates

- "Freiburger Schule" und der (deutsche) Ordoliberalismus

Walter Eucken an der Universität Freiburg

Der Staat ist für einen funktionierenden Wettbewerb verantwortlich. Er übernimmt die Funktion des Schiedsrichters, nicht des Spielers (Wettbewerbspolitik, Rechtspolitik, Sicherheitspolitik).

Der Staat befähigt die Menschen und vermittelt gleiche Startbedingungen (Bildungspolitik, Infrastrukturpolitik, Sozialpolitik).

Zitate:

„Freie Wirtschaft, starker Staat“ (Alexander Rüstow)

„Ich will mich aus eigener Kraft bewähren und die Risiken des Lebens selbst tragen. Sorge du Staat dafür, dass ich dazu in der Lage bin.“ (Ludwig Erhard)



Grundlagen der Sozialen Marktwirtschaft

2. Geistige Grundlagen der Sozialen Marktwirtschaft

Ludwig Erhard (als Direktor für Geld und Währung in der amerikanisch-englischen Bizone und erster Wirtschaftsminister im Kabinett Konrad Adenauers) und seine Staatssekretär Alfred Müller-Armack setzen die theoretischen Grundlagen in einen konkreten Politikentwurf um.

Ihre Namen werden zum Synonym für „Wirtschaftswunder“ und „Wohlstand für alle“.

Verbindende Formel für die Soziale Marktwirtschaft wird der Satz von Alfred Müller-Armack:

Die Soziale Marktwirtschaft verbindet die Freiheit auf dem Markt mit dem sozialen Ausgleich.

Fazit:

Die Soziale Marktwirtschaft ist ein „Dritter Weg“ (Wilhelm Röpke) jenseits von Sozialismus und Kapitalismus.

Sie verwirklicht eine „neue“ Form des Liberalismus (deshalb Neoliberalismus). In ihrer Ausprägung im deutschen Sprachraum sprechen wir vom Ordoliberalismus.



Soziale Marktwirtschaft und Globalisierung

3. Die ordoliberalen Merkmale des Konzepts Soziale Marktwirtschaft und ihre Umsetzung

Konstituierende Prinzipien:

- Funktionierendes Preissystem
- Stabilität des Geldes (Inflation/Währung)
- Offene Märkte und vollständige Konkurrenz (Wettbewerbsordnung)
- Privateigentum
- Vertragsfreiheit
- Haftung und Verantwortung
- Konstanz der Wirtschaftspolitik

Regulierende Prinzipien:

- Monopolkontrolle
- Korrektur der Primäreinkommensverteilung
- Korrektur externer Kosten



Soziale Marktwirtschaft und Globalisierung

3. Die ordoliberalen Merkmale des Konzepts Soziale Marktwirtschaft und ihre Umsetzung

„Freiheit auf dem Markt“

1948 Währungsreform und Freigabe der Preise
1948 Gründung der Bank deutscher Länder
1949 Inkrafttreten des Grundgesetzes
1958 Gesetz gegen Wettbewerbsbeschränkungen
1958 Europäische Wirtschaftsgemeinschaft (Römische Verträge)
1990 Euro-Währungsunion (1. Stufe)

„Sozialer Ausgleich“

Progressives Einkommensteuersystem
Mitbestimmung
Kündigungsschutz
Dynamische Rente
Sozialhilfegesetz
...



Soziale Marktwirtschaft und Globalisierung

3. Die ordoliberalen Merkmale des Konzepts Soziale Marktwirtschaft und ihre Umsetzung

Ziele:

Schaffung einer menschenwürdigen Ordnung
Sicherung des Wettbewerbs
Konsumenten- statt Produzentensouveränität

Merkmale:

Freie Verkehrswirtschaft statt Zentralverwaltungswirtschaft
Ordnungspolitik statt Prozesspolitik



Soziale Marktwirtschaft und Globalisierung

4. Soziale Marktwirtschaft – damals und heute

Damals	Heute
Leistungsgerechtigkeit	Verteilungsgerechtigkeit
Eigenverantwortung vor kollektiver Verantwortung (Subsidiarität)	Kollektive Verantwortung vor Eigenverantwortung (Zentralität)
Balance von Rechten und Pflichten	Einseitige Ansprüche gegen den Sozialstaat
Geringe Regulierung (Arbeitsmarkt)	Hohe Regulierung
Hohe Investitions-, niedrige Sozialquote	Hohe Sozial-, niedrige Investitionsquote
Hohe Tarifbindung (starke Rolle der Tarifpartner)	Geringe Tarifbindung



Soziale Marktwirtschaft und Globalisierung

4. Soziale Marktwirtschaft – damals und heute

Damals	Heute
Vollbeschäftigung	Langzeitarbeitslosigkeit
Geringe Staatsverschuldung	Hohe Staatsverschuldung
Hohes Wachstum	Wachstumsschwäche
Stabile Bevölkerungspyramide	Instabile Bevölkerungspyramide



Soziale Marktwirtschaft und Globalisierung

4. Soziale Marktwirtschaft – damals und heute

Hat die problematische Entwicklung der deutschen Wirtschaft mit dem Konzept der Sozialen Marktwirtschaft zu tun und ist es daher nicht mehr zukunftsfähig?

Nein!

Die Bundesrepublik Deutschland hat sich zu weit von den Prinzipien der Sozialen Marktwirtschaft entfernt.

Das zentrale Problem: Ein soziales Netz, das Lebensstandardsicherung auf Basis eines einmal erzielten Arbeitslohnes garantiert, ist in einer globalisierten Wirtschaft nicht finanzierbar.

Nicht das Konzept steht zur Disposition, sondern die Wiederbelebung seiner Prinzipien, verdeutlicht an einigen Themenfeldern:



Soziale Marktwirtschaft und Globalisierung

4. Soziale Marktwirtschaft – damals und heute

a. Funktionierende Märkte

- Arbeitsmarkt: „Do not protect the jobs, protect the people.“ (Aktivierung gegen Transferbezug)
- Energiemarkt (u. a.): Regulierung eines wirklichen Wettbewerbs (Konsumentensouveränität)

b. Nicht notwendig weniger Staat, aber besseres staatliches Handeln

- Bürokratie mit mehr Transparenz und Bürgerorientierung
- Effizienz und Effektivität staatlichen Handelns (Bildung, Sicherheit, Sozialpolitik)

c. Neuausrichtung der sozialen Verantwortung zwischen den Polen Eigen- und Kollektivverantwortung

- Ausbau der kapitalgedeckten Rentenversicherung
- Mehr Verhaltenssteuerung im Gesundheitswesen
- Ausgleich von Flächentarifvertrag und betrieblichen Bündnissen



Soziale Marktwirtschaft und Globalisierung

5. Soziale Marktwirtschaft und Europäische Union/Globalisierung

Die Europäische Union hat viele Prinzipien der Sozialen Marktwirtschaft aufgenommen und umgesetzt:

- Gemeinsamer Binnenmarkt
- Freizügigkeit von Gütern, Dienstleistungen, Kapital und Arbeitnehmern
- Gemeinsame Währung/Unabhängigkeit der Geldpolitik
- Wettbewerbsrahmen und Wettbewerbskommissariat
- Rahmensetzung (Spielregeln) für soziale Standards und gemeinsame Besteuerungsgrundlagen
- Abbau bürokratischer Belastungen (Deregulierung)
- Sozialfonds zur Milderung von Strukturwandel



Soziale Marktwirtschaft und Globalisierung

5. Soziale Marktwirtschaft und Europäische Union/Globalisierung

Die Prinzipien der Sozialen Marktwirtschaft ermöglichen auch im Umgang mit anderen Kulturen (zum Beispiel China, Indien) einen Konsens über die Gepflogenheiten des gegenseitigen Austauschs. Dazu gehören Leistungsgerechtigkeit, fairer Austausch, soziale Standards und ein stabiler Rechtsrahmen.

Hilfreich ist hier die Einbeziehung internationaler Organisationen (WTO, UNO, ILO), aber auch verlässliche Kooperationen im Europäischen Raum und in der westlichen Welt (USA).

Unter den Mitgliedstaaten und im europäischen Binnenmarkt zählen Konkurrenz und Wettbewerbsfähigkeit, nach außen sollte die Europäische Union aber auf Kooperation der Mitgliedstaaten setzen, um verlässlicher Partner für andere Staaten zu sein.



Economie sociale de marché et globalisation

L'économie sociale de marché, un ordre économique libéral

Ludwig Erhard, la doctrine sociale de l'Eglise et les fondements de l'économie de marché

Matthias Schäfer
Konrad-Adenauer-Stiftung Berlin
030/26996-3515
matthias.schaefer@kas.de

Dakar, 7. Mai 2009



Economie sociale de marché et globalisation

Sommaire

1. Cadre historique
2. Fondements spirituels de l'économie sociale de marché
3. Les caractéristiques de l'ordre libéral dans le concept Economie sociale de marché et leur mise en oeuvre
4. L'Economie sociale de marché hier et aujourd'hui
5. Economie sociale de marché et Union européenne /Globalisation



Economie sociale de marché et globalisation

1. Cadre historique

L'après guerre en Allemagne

Aussi bien le modèle capitaliste que le modèle socialiste se sont révélés comme „fausses voies historiques“ (Walter Eucken) .

- Système économique capitaliste fortement discrédité
- Expériences de l'industrialisation et de la République de Weimar (en particulier dans la constitution de cartels)
- Grande industrie, syndicats et Etat (social) constituent un „triangle allemand“ (Paul Nolte)
- Observation directe de la prise d'influence soviétique (Zone d'occupation soviétique)
- Expériences de la politique massive d'intervention du troisième Reich
- Sous approvisionnement dramatique de la population allemande après la guerre (hivers de la faim)

Les conséquences de la crise économique mondiale (Grande dépression des années 1930):

Constitution de deux grandes écoles de pensée:

Keynes: interventions de l'Etat en vue de la stabilisation du développement économique

Eucken/Röpke: définition par l'Etat du cadre général mais pas d'interventions étatiques dans l'économie



Fondements de l'économie sociale de marché

2. Fondements spirituels de l'économie sociale de marché

a. La conception de l'homme dans l'économie sociale de marché

- Doctrine sociale de l'église et ses principes

Personnalité:

L'homme est libre, majeur, il prend ses décisions en toute responsabilité vis à vis de Dieu et des autres hommes.

Orientation vers l'intérêt général:

L'action de l'homme est destinée à s'insérer dans l'environnement social .

Solidarité:

Dans la société les plus forts doivent soutenir les plus faibles lorsque ces derniers apportent leur contribution à surmonter la misère

Subsidiarité:

La responsabilité pour les solutions et les risques liées à la vie, commence au niveau le plus bas. Le niveau supérieur ne doit intervenir que lorsque le niveau le plus bas est surchargé (si on lui en demande trop) .

1891: Sozialenzyklika „Rerum Novarum“ (Pape Leo XIII.)

1991: Enzyklika „Centesimus Annus“ (Pape Johannes Paul II.)

1920: „Die protestantische Ethik und der „Geist“ des Kapitalismus“ (Max Weber)



Fondements de l'économie sociale de marché

2. Fondements spirituels de l'économie sociale de marché

a. La perception de l'homme dans l'économie sociale de marché

„Homo religiosus“ au lieu de „homo oeconomicus“ (Röpke)

Autres fondements de la perception de l'homme

- Vertus (cardinales) de l'espace culturel européen
intelligence, équité, courage, sens de la mesure (Platon)

- Résistance allemande à Hitler

1938-1943: Contacts de l'école de Freiburg avec Carl Goerdeler et Dietrich Bonhoeffer

Wilhelm Röpke à Istanbul et à Genève

Alexander Rüstow à Istanbul

L'économie sociale de marché était „au delà de l'offre et de la demande“ (Röpke) une approche visant à surmonter la destruction économique, sociale et morale de l'Allemagne, et faire de nouveau des allemands, des partenaires reconnus de la communauté internationale.



Fondements de l'économie sociale de marché

2. Fondements spirituels de l'économie sociale de marché

b. Le rôle de l'Etat

- „Ecole de Freiburg“ et l'ordre libéral / libéralisme (allemand)

Walter Eucken à l'université de Freiburg

L'Etat est responsable pour une compétition fonctionnelle. Il joue le rôle d'arbitre et non d'un joueur (Politique de compétition, politique juridique, politique en matière de sécurité).

L'Etat capacite les citoyens et crée les conditions de démarrage / conditions cadres égales (Politique éducative, politique des infrastructures, politique sociale).

Citations:

„Economie libre, Etat fort“ (Alexander Rüstow)

„Je veux faire mes preuves en m'appuyant sur mes propres forces et porter les risques liés à la vie. Toi Etat, veille à ce que je sois en mesure de le faire.“ (Ludwig Erhard)



Fondements de l'Economie sociale de marché

2. Fondements spirituels de l'économie sociale de marché

Ludwig Erhard (en sa qualité de directeur chargé de la monnaie et le crédit dans la bizone anglo-américaine et premier Ministre de l'Economie dans le cabinet de Konrad Adenauer) et son Secrétaire d'Etat Alfred Müller-Armack traduisent les fondements théoriques en projet politique concret .

Leurs noms sont considérés comme synonymes de „Miracle économique “ und „Prosperité pour tous “.

La phrase de Alfred Müller-Armack qui définit bien l'economie sociale de marché :

L'économie sociale de marché concilie liberté sur le marché avec équilibre social.

Bilan :

L'Economie sociale de marché est une „Troisième voie " (Wilhelm Röpke) au delà du socialisme et du capitalisme .

Elle concrétise une nouvelle forme de libéralisme (d' où l'appelation Néolibéralisme). Dans l'espace linguistique allemand, on parle d'Ordolibéralisme .



Economie sociale de marché et Globalisation

3. Les caractéristiques ordolibérales du concept Economie sociale de marché es leur mise en oeuvre

Principes constitutifs:

Système de prix fonctionnel

Stabilité de la monnaie (Inflation/monnaie)

Marchés ouverts et concurrence complète (réglementation de la compétition)

Propriété privée

Liberté de contrat

Responsabilité

Constance de la politique économique

Principes de régulation:

Contrôle de monopole

Correction de la distribution primaire de revenus

Correction des coûts externes



Economie sociale de marché et Globalisation

3. Les caractéristiques ordolibérales du concept Economie sociale de marché es leur mise en oeuvre

„liberté sur le marché “

1948 Réforme monétaire et liberté des prix
1948 Création de la Banque des Lands allemands
1949 Entrée en vigueur de la Loi fondamentale
1958 Loi contre les restrictions en matière de compétition
1958 Communauté Economique Européenne (traités de Rome)
1990 Union monétaire européenne (Etape 1)

„Equilibre social “

Système progressif de régulation des revenus
Cogestion
Protection de l'employé / sécurité du travail
Retraite dynamique
Loi sur l'assistance/ l'aide sociale

...



Economie sociale de marché et Globalisation

3. Les caractéristiques ordolibérales du concept Economie sociale de marché es leur mise en oeuvre

Objectifs :

Création d'un ordre conforme à la dignité humaine
Garantie de la concurrence
Souveraineté des consommateurs et non souveraineté de la production

Caractéristiques :

Economie basée sur la libre circulation au lieu d'une économie centralisée
Politique de réglementation au lieu d'une politique de processus



Economie sociale de marché et Globalisation

4. Economie sociale de marché hier et aujourd'hui

Hier	Aujourd'hui
Equité de production	Equité de répartition
Responsabilité individuelle avant responsabilité collective (Subsidiarité)	responsabilité collective avant responsabilité individuelle (centralité)
Equilibre entre les droits et obligations	Exigences unilatérales vis à vis de l'Etat social
Peu de régulation (marché du travail)	Niveau élevé de régulation
Niveau élevé d'investissement-, taux sociaux bas Fixation élevée de tarifs (Rôle importants)	Taux sociaux élevés , bas niveau d'investissement basse fixation de tarifs



Economie sociale de marché et Globalisation

4. Economie sociale de marché hier et aujourd'hui

Hier	Aujourd'hui
Plein emploi	Chômage de longue durée
Taux d'endettement bas au niveau de l'Etat	Taux d'endettement élevé au niveau de l'Etat
Taux de croissance élevé	Faible taux de croissance
Pyramide démographique stable	Pyramide démographique instable



Economie sociale de marché et Globalisation

4. Economie sociale de marché – hier et aujourd'hui

Est-ce que le développement problématique de l'économie allemande a quelque chose à voir avec le concept d'économie sociale de marché et n'est donc plus porteur d'avenir?

Non!

La République fédérale d'Allemagne s'est trop éloignée des principes de l'économie sociale de marché.

Le problème central : un filet social qui garantisse une standardisation du niveau de vie basée sur un salaire déjà acquis , ne peut pas être financé dans une économie globalisée.

Ce n'est pas le concept qui est remis en cause mais la relance de ses principes, illustrés avec quelques champs thématiques:



Economie sociale de marché et Globalisation

4. Economie sociale de marché – hier et aujourd'hui

a. Marchés fonctionnels

-Marché du travail : „Do not protect the jobs, protect the people.“ (ne pas protéger les emplois, mais protéger les personnes)

-- Marché énergétique (entre autre): Régulation d'une véritable concurrence (Souveraineté des consommateurs)

b. Pas forcément moins d'Etat, mais une meilleure intervention de l'Etat

- Bureaucratie avec plus de transparence et orientation vers le citoyen
- Efficience et Effektivité de l'action de l'Etat (Education, sécurité, politique sociale)

c. Réorientation de la responsabilité sociale entre les pôles „responsabilité individuelles“ et responsabilité collective

- Développement de l'assurance capital-retraite
- Plus de régulation des comportements dans le système de santé
- Equilibre entre convention collective et alliances au sein des entreprises.



Economie sociale de marché et Globalisation

5. Economie sociale de marché et Union Européenne /Globalisation

L' Union Européenne a intégré et mis en oeuvre beaucoup de principes de l'Economie sociale de marché :

- Marché intérieur commun
- Libre circulation des biens , des services, du capital et des travailleurs
- Monnaie commune /indépendance de la politique monétaire
- Cadre de concurrence et Commissariat à la concurrence
- Définition de cadre (règles de jeu) pour les standards sociaux et bases communes de régulation
Besteuerungsgrundlagen
- Suppression des lourdeurs bureaucratiques (Dérégulation)
- Fonds social pour atténuer les mutations structurelles



Economie sociale de marché et Globalisation

5. Economie sociale de marché et Union Européenne /Globalisation

Les principes de l'Economie sociale de marché permettent, aussi en coopération avec d'autres cultures (par. Ex. Chine, Inde) un consensus sur les modalités de l'échange mutuel. La justice des performances, l'échange équitable, des standards sociaux et un cadre juridique stable en font partie.

L'intégration des organisations internationales (OMC, ONU, OLI) est utile, mais aussi des coopérations fiables dans l'espace européen et dans le monde occidental (Etats Unis)

Parmi les états membres et au niveau du marché intérieur européen, la concurrence et la compétitivité sont de mise, en regardant vers l'extérieur, l'Union européenne devrait compter sur la coopération des états membres pour être un partenaire fiable pour d'autres états.

**L'AFRIQUE DEVANT LA PROBLEMATIQUE DU LIBERALISME SOCIAL
DANS LE CONTEXTE DE CRISE ECONOMIQUE**

**Dr Mamadou Lamine BA
Président du Réseau Libéral Africain
Vice-président de l'Internationale Libérale**

Monsieur le Représentant de l'Ambassade d'Allemagne à Dakar
Madame la Représentante du Ministère de l'Economie et des Finances du Sénégal
Monsieur le Recteur de l'Université de Dakar
Messieurs les Professeurs de Sciences Politiques et d'Economie
Messieurs les Journalistes
Chers Etudiants,
Chers Participants

Il m'a été demandé de participer à ce colloque de la Fondation Konrad Adenauer pour apporter une modeste contribution sur le thème : « **l'économie de marché – modèle d'un ordre économique libéral** ».

Si je n'avais pas été invité à cette importante rencontre, j'aurais certainement commis une infraction en m'y rendant pour les raisons suivantes :

D'abord par curiosité intellectuelle ; mais peut – être aussi en tant qu'homme politique qui cherche encore et encore des repères tant les idéologies, les doctrines sont si bouleversées à travers le monde.

Mais ma présence, ici au-delà de l'invitation qui m'a été adressée se justifie par le fait que je fais partie de cette nouvelle génération d'Hommes politiques africains qui croient que le Libéralisme social et son pendant l'économie sociale de marché constituent aujourd'hui une bouée de sauvetage pour sortir le Continent Africain de la misère dans laquelle il se débat depuis l'indépendance, depuis un demi – siècle.

En effet, pour nous hommes politiques originaires de ce Continent confronté aux problèmes de Démocratie, des Droits de l'Homme, tout comme à toute sorte de désordre économique, il est temps de réfléchir sur la Voie Africaine du Développement en nous appuyant bien entendu sur les grandes idées lumières qui ont illuminé et structuré le monde moderne. Il ne s'agit point de réinventer la roue, il s'agit plutôt d'adapter nos potentialités économiques, notre univers culturel, à la meilleure doctrine politique, économique et sociale, pour avoir notre place dans le train de la mondialisation.

Homme politique, originaire d'un continent où les problèmes de Démocratie et de Droits de l'Homme sont récurrents tout comme les questions de Développement économique, il nous sera bien entendu difficile de livrer une analyse non passionnelle et non subjective de la situation, mais nous nous efforcerons de démontrer que le Libéralisme décrié à tous les carrefours n'est pas la cause de cette

catastrophe économique que vit l'Humanité, et que la recette d'économie sociale de marché théorisée par Friedrich Naumann, Wilhelm Röpke et mis en œuvre en Allemagne après la deuxième guerre mondiale par le brillant Ministre de l'Economie Ludwig Erhardt peut bien aider à relancer la croissance d'une économie avec comme objectif de redistribuer les fruits de cette croissance dans le social.

Aujourd'hui l'Humanité, devant cette affreuse crise mondiale combinée (alimentaire, énergétique et financière), retient son souffle, s'interroge, doute et sombre dans un pessimisme existentiel : alors que la solution nous semble être à portée de main par le Libéralisme social.

Notre exposé abordera tour à tour, la situation du Continent Africain dans ce contexte de récession mondiale, ensuite la question du Libéralisme, pour enfin déboucher sur une esquisse des conséquences de la Crise sur la Démocratie en Afrique

I. SITUATION DU CONTINENT AFRICAIN DANS LE CONTEXTE ACTUEL

Près de 50 ans après l'indépendance de la plupart de ses Etats, l'Afrique est toujours dans la tourmente et semble être encore à la recherche de sa voie propre pour asseoir son développement économique et social.

Le diagnostic est alarmant car, malgré ses énormes ressources naturelles, minières, son dense réseau hydrographique, l'immense étendue de ses terres arables, la jeunesse de sa population, l'Afrique manque de tout ; la pauvreté y semble chronique avec ses corollaires que sont les maladies, l'analphabétisme, la corruption, la prostitution, les guerres interethniques, etc.

Quant au reste du monde, il bouge et change tellement vite que le Continent Africain en subit malgré lui la vitesse. Ainsi la mondialisation telle qu'elle est prônée ne pourrait être bénéfique au Continent Africain qu'à une double condition ; d'une part par l'ouverture plus large des marchés des pays du G20 aux produits africains et d'autre part par l'accroissement des investissements privés en provenance de ces pays vers le continent noir. L'intensification de la mondialisation à tous les niveaux rend indispensable également de nouvelles formes de solidarité économique car pour des populations qui n'ont pas accès à l'eau des jeunes qui n'ont accès ni à l'éducation ni à l'emploi, des enfants qui meurent de maladies telles que le Paludisme, le VIH Sida, le Choléra, le mot « mondialisation » risque de ne rien signifier s'il n'est pas fondé sur l'Humanisme. Dès lors, l'Afrique qui comptera bientôt un Milliard d'hommes ne peut pas être exclue de la mondialisation. Dans ce contexte, rien n'est plus urgent que de faire en sorte que la mondialisation puisse fonctionner en Afrique dans l'intérêt bien compris des africains. C'est pourquoi ce sont les Africains qui doivent eux-mêmes élaborer leur voie politique propre qui débouche sur un cadre macroéconomique à l'échelle sous régionale puis continentale, favorable au Développement.

Libéraux, Démocrates et même Socialistes devraient pouvoir se mettre autour d'une table et se rendre compte que l'avenir du Continent Africain dépendra de ce que les acteurs politiques en feront. Le Libéralisme a certes son côté monstrueux : le Capitalisme sauvage dont l'Afrique n'a nullement besoin ; mais le Socialisme également, après près de cinquante ans d'expérimentation, dans plus de 75 % des pays du Continent, n'a pas porté les fruits escomptés.

Ce débat devrait s'articuler autour des meilleures Politiques économiques pour le Continent qui déboucheraient sur un accroissement des investissements privés et qui permettraient l'accélération de la croissance économique d'où découleraient la création de nouveaux emplois et l'augmentation du pouvoir d'achat des populations. Il va sans dire que ceci ne peut se faire qu'à condition de respecter la culture et les traditions des populations africaines. L'encouragement et le soutien d'une politique à l'échelle continentale, qui garantisse une redistribution équitable et équilibrée de la richesse et des services publics comme, par exemple, l'accès à la justice, à l'administration, à la santé, à l'éducation, est devenu une priorité pour construire une Afrique libérale, sociale et démocratique.

C'est cela la finalité de l'économie sociale de marché au service de l'Humain. Ce qui nous permet de dire sans risque de nous tromper que le Libéralisme social qui en est le fondement est un Humanisme.

II. LIBERALISME ET CRISE ECONOMIQUE

Du Nord au Sud et d'Ouest en Est, tous les pays de la Planète sont déprimés par la crise qui a finit de plonger même les grandes Puissantes dans la récession : des Etats Unis d'Amérique, au Japon et en Allemagne, en passant par la France et même la Chine que rien ne semblait pouvoir arrêter dans sa fulgurante croissance économique ! Le Gouvernement Américain mobilise plus de 700 milliards de dollars pour sauver ses banques. L'Europe se mobilise pour trouver 230 milliards d'euros afin de « sauver les meubles ». La Chine se replie sur son marché intérieur pour pallier la baisse de ses exportations due à la montée du dollar. C'est la dépression généralisée; et en ce qui concerne les pays africains, qui depuis les indépendances vivent un marasme économique chronique, n'en parlons pas.

Et l'on se met à chercher les grands coupables du subit malheur des hommes. Des inventeurs du biocarburant, aux Traders qui ont plongé les bourses du monde, en passant par les Majors du pétrole, les grands acteurs de l'économie mondiale sont tour à tour désignés du doigt, dénoncés du bout des lèvres, voire carrément cloués au pilori ; tous sont considérés comme d'affreux monstres enfantés par le Capitalisme qui, à son tour, est considéré comme une excroissance du Libéralisme.

Cela a débouché, depuis le début de l'année 2008, sur une série de révoltes, de manifestations, quelquefois violentes, d'expressions de ras-le-bol dans beaucoup de pays, sur tous les continents : on a parlé d'émeutes de la faim. Cette situation doit pousser à la réflexion pour apporter quelques clarifications : loin de vouloir plagier Jean Paul Sartre, l'existentialiste humaniste, nous estimons qu'il est temps de revenir sur les incompréhensions qui caractérisent, depuis des siècles la définition et les objectifs du Libéralisme.

Permettez moi de constater qu'il ya une grande confusion dans la définition des relations entre Libéralisme et Capitalisme : Nous pouvons affirmer que le Capitalisme n'est pas le Libéralisme même s'il peut être le comportement de certains libéraux.

En effet, le Libéralisme promeut la loi du marché mais permet d'atténuer ses effets pervers par l'intervention de l'Etat, si cela est nécessaire. Ce qui permet de corriger et de prévenir un Capitalisme sauvage. Si le Libéralisme doit être compris comme une doctrine globale débouchant sur une

économie de marché sociale, en un mot, sur un Humanisme de fait, alors le capitalisme, lui, n'est qu'un instrument, une technique d'augmentation exponentielle du profit.

Ainsi donc le Libéralisme est une philosophie cohérente et un ensemble de mécanismes sociaux pour éviter les dérapages des techniques capitalistes.

C'est une erreur monumentale de considérer le Libéralisme comme la pensée, la philosophie du mal.

C'est ainsi que les Traders, qui à force de spéculation, de manipulation de richesses virtuelles ont déstabilisé l'ordre financier mondial, sont tout sauf des libéraux car la cupidité et l'irresponsabilité de ces « chasseurs de prime », ces créateurs d'inflation gentiment dénommés « subprimes » ne sauraient s'accommoder au Libéralisme, à ce courant de pensées né depuis la Grèce de Périclès et qui a enfanté les plus grandes valeurs de notre monde moderne : la Démocratie, la Laïcité, la Liberté, la Tolérance et l'Humanisme.

Le Libéralisme est un rempart et donc un rempart contre le Capitalisme sauvage qui a plongé le monde actuellement dans la récession.

Souvenons-nous que pendant toute son évolution, le Libéralisme n'a cessé de se démarquer de tous les phénomènes et changements sociaux ou politiques qui à un moment ou à un autre de la vie des hommes ont rudoyé leur dignité et mis en péril leur Liberté. C'est depuis la Grèce antique, que la pensée libérale a prôné l'affranchissement des esclaves. Athènes a été, sans conteste, le premier laboratoire de l'idéal démocratique, le banc d'essai où furent expérimentées les idées de Citoyenneté, d'Égalité, de Responsabilité collective.

Au plan économique, il est établi que Sir Adam Smith, le fondateur de l'école d'économie libérale classique s'est érigé contre l'esclavage, la colonisation, les cartels et les monopoles : il suffit de parcourir son « **Inquiry in the origin of the Wealth of Nations** » (la richesse des Nations) pour s'en convaincre. En effet, cet ouvrage, publié en 1776, expose de manière pertinente sa théorie sur les fondements moraux du Libéralisme économique. Le plus important à retenir dans la pensée de Adams Smith, est l'idée de partage des richesses ; car il y stipule que « ***s'il est permis à tout homme de créer et d'accumuler des richesses, en retour nul ne peut jouir seul de toutes ses richesses sans les partager avec les autres, qu'on le veuille ou non, qu'on le sache ou non*** ».

Donc, le sens du partage, de la solidarité est bien compris dans la théorie économique libérale. Certainement ces traders, cette jungle de spéculateurs qui font autant de tort au Libéralisme ne l'ont pas compris ; et sous cet angle, on ne saurait les qualifier de Libéraux. Nous voyons donc, pour lever toutes les équivoques qui entourent la compréhension actuelle du Libéralisme, il faut impérativement se rappeler que les grandes idées qui ont sorti l'Humanité de l'arbitraire, de la barbarie, qui ont provoqué les grandes révolutions démocratiques ayant abouti à la laïcité, à l'Etat de Droit, à la dernière révolution américaine de novembre 2008, que Tocqueville avait prédit en filigrane (dans « **De la Démocratie en Amérique** ») sont bel et bien les idées libérales : alors, le Libéralisme ne saurait être ce monstre hideux qui dévore l'Humanité !

Nul ne peut ignorer que c'est John Maynard Keynes, un libéral qui a étudié l'origine du crash de Wall Street en 1929 a inspiré le new Deal de Roosevelt pour relancer l'économie américaine. Avec lui on a certes accepté l'idée de l'autorégulation du marché par la main invisible, mais aussi l'on a compris

qu'il ne faut avoir aucun complexe à recourir à l'interventionnisme si une dépression subite, due à des causes naturelles quelquefois non maîtrisables par les hommes, surgit. En image, un pilote de ligne a beau faire confiance aux instruments de commande automatique de son avion, mais il saura reprendre les choses en main chaque fois qu'une turbulence surgit durant le vol. C'est cela qui est arrivé ces dernières semaines et que certains analystes ont qualifié de retour de l'interventionnisme, quand la grande Amérique rassemble des centaines de milliards de dollars pour sauver ses banques et son industrie automobile. Interventionnisme ne veut cependant pas dire mort du Libéralisme et retour de l'Etat omnipotent : l'interventionnisme est plutôt un instrument du Libéralisme.

Nous avons appris que Friedrich Naumann qui est l'une des éminences grises du Libéralisme allemand au début du XX^{ème} siècle a été un grand porte étendard de l'aspect social du Libéralisme. Pendant la même période un autre penseur Allemand Wilhelm Röpke a théorisé l'économie sociale de marché, le « démarreur » du miracle économique de la RFA après la 2^{ème} guerre mondiale, mis en œuvre par le célèbre Ministre de l'économie Erhard devenu chancelier.

Ces héros du Libéralisme social ne devraient pas être heureux de s'entendre dire, aujourd'hui, que Libéralisme signifie Capitalisme.

Tout ceci prouve s'il en était besoin que le Libéralisme est loin d'être ce monstre hideux qui se nourrit des faibles !

Il est vrai que, sous Reagan et Thatcher, des idées et des pratiques néolibérales ont débouché sur la trilogie : Privatisation, Déréglementation et Globalisation, mais les attaques contre le Libéralisme et la présente tendance à lui imputer la responsabilité du désordre économique mondial actuel, ne relèvent que des incompréhensions qui, malheureusement, continuent d'entourer sa définition et surtout de l'intoxication des nostalgiques du Socialisme, dont le système politique a fini de prouver son incohérence et son incapacité à résoudre les problèmes de pauvreté, après que l'on ait fait miroiter à l'Humanité, pendant plusieurs siècles (depuis la fin du 18^{ème}), les vertus chimériques de l'Etat providence.

Qu'en reste-t-il d'ailleurs ? Que reste-t-il du Socialisme français des années 20 ? Que reste-t-il de la Révolution d'octobre 1917 et de toutes celles qui l'ont suivie ? N'est-il pas temps de s'interroger sur ce que le « Socialisme africain » que les Senghor, Nyerere, Kenyatta et autres ont voulu réinventé coûte que coûte, a apporté à l'Afrique

Le temps est venu de faire comprendre aux jeunes générations que le mouvement révolutionnaire a été usurpé et galvaudé par les bolchéviks alors qu'il a toujours été l'apanage des libéraux. Oui, le Libéralisme a été de tout temps une doctrine révolutionnaire. En 1215 déjà, les braves chevaliers anglais, après avoir défendu Londres des barbares, ont opéré une douce révolution en réclamant au Roi Jean Sans Terre plus de liberté. C'est cette révolution qui a débouché sur la Magna Carta, texte fondamental des Droits et Libertés, qui a influencé toutes les autres révolutions et les constitutions de tous les pays démocratiques.

Pour revenir à l'économie libérale, interrogeons nous sur les performances de la Chine, avec son taux de croissance de plus de 10%, depuis qu'elle a découvert les vertus de l'économie de marché.

Sait-on que c'est, entre autres, par les préceptes de l'économie de marché que la Russie résiste et continue de faire partie des puissances économiques du monde, malgré l'éclatement de son empire avec la Perestroïka et la Glasnost.

Convenons en, le Libéralisme non seulement n'est pas le capitalisme ; mais si l'on y regarde de plus près, il y'a suffisamment d'arguments pour affirmer que le Libéralisme comporte des mécanismes qui sont contre le Capitalisme. Adam Smith nous l'enseigne en décortiquant les trois notions fondamentales de sa pensée économique que sont **le travail, la concurrence et aussi l'équilibre**. Pour Smith, la concurrence est un facteur régulateur de la création des richesses qui permet d'éviter le déséquilibre et les monopoles. Sa théorie combinée à celle de Keynes, l'apôtre de l'interventionnisme stratégique pour éviter les dépressions économiques, prouve l'évidence de l'opposition du Libéralisme au Capitalisme.

Au bout du compte, tout ce qui se fait aux USA, en France, et même au Sénégal, pour stopper la dépression par l'intervention de l'Etat, est une recette bien libérale, celle de Keynes, celui-là même qui conduisit la délégation britannique aux négociations de Brettons Wood, en 1944.

C'est dans le même ordre d'idées qu'il faut comprendre la proposition du Président Wade de réformer le système monétaire international.

Pour conclure sur cet aspect de notre exposé, il y'a lieu, Mesdames et Messieurs, de se demander enfin en quoi le Libéralisme peut-il avoir tort devant cette crise ? Quand l'on sait que ses principes fondamentaux en matière économique n'ont pas été appliqués ou l'ont mal été ; partout dans le monde, des gouvernements d'obédience socialiste n'ont pas réussi à élaborer des politiques d'accompagnement de la mondialisation que nul ne peut désormais arrêter. Certains crient à tous les carrefours qu'ils sont altermondialistes au lieu de chercher à se faire une place par le travail et la compétitivité dans le train de cette mondialisation. C'est à ce niveau où se trouve le combat. Les solutions à cette crise sont libérales et nul ne saurait les trouver ailleurs.

Le monde devrait plutôt se libérer définitivement du Socialisme, adopter définitivement les valeurs fondamentales de Liberté, de Démocratie, les recettes de l'économie sociale de marché : c'est là que nous verrons que le Libéralisme est un Humanisme.

III. CONSEQUENCES DE LA CRISE ECONOMIQUE SUR LA DEMOCRATIE EN AFRIQUE

Comment sauver la Démocratie dans cette atmosphère de récession économique ? Cette question devrait être formulée autrement c'est-à-dire comment protéger le Libéralisme social dans ces conditions de crise économique et sociale ?

Comment préserver la Liberté et le Bien être social pour tous ; comme dirait Dr Ludwig Erhardt Wohotand für alle

L'Afrique qui, même sans la crise, avant l'avènement de ce désordre économique, était déjà confrontée aux problèmes de Démocratie et de Droits de l'Homme avec son cortège de régimes dictatoriaux et se retrouve aujourd'hui dans une grande tourmente.

Le dialogue politique au Kenya n'est pas encore définitivement bouclée, la crise au Zimbabwe s'enlise ; en RDC, on continue de tuer, de violer, la Côte d'Ivoire est sans Président élu depuis 5 ans.

En Mauritanie, l'armée a enlevé allégrement un Président élu ; en Guinée Bissau les militaires forcent les portes du Pouvoir tous les ans. En Guinée Conakry, la transition n'a pu être démocratique ; elle s'est opérée avec l'armée après la mort du Président.

Devant la crise alimentaire et la flambée des prix, les populations africaines se sont révoltées un peu partout sur le continent, et ont exprimé un manque de confiance de plus en plus grandissant à l'endroit des Partis et des politiciens. **A partir du moment où les citoyens ne font plus confiance aux Partis et aux politiciens la Démocratie naturellement est menacée.**

Le grand réceptacle, le mur de lamentation risque d'être malheureusement la société dite « civile » et l'armée et le grand perdant la Démocratie.

Si ce n'était pas le bel exemple démocratique que nous a offert le Ghana, il y'a quelques semaines, on aurait pu dire que assurément la Démocratie est sérieusement rudoyée en Afrique.

Evidemment le Sénégal, que l'on a qualifié jusqu'ici de vitrine démocratique libérale demeure un modèle à préserver et consolider.

Je terminerai par remercier les autorités Allemandes notamment le Ministère des Affaires Etrangères qui, par le biais des Fondations politiques dont la Fondation Adenauer fait preuve de générosité en partageant son expérience politique économique et juridique avec les pays en développement tel que le Sénégal dans le cadre de rencontres intellectuel d'un si haut niveau

Cependant, je voudrais humblement rappeler que, sauvegarder la Démocratie et les Droits de l'Homme, pour un développement économique et social harmonieux de toutes les Nations ne se limite pas seulement à observer des élections ou faire des résolutions et des motions dans des colloques et conférences. Les grandes Démocraties et les grandes Puissances doivent aussi aider financièrement à atténuer les effets de la crise dans les pays pauvres, et les assister à mettre en chantier de véritables politiques d'économie sociale de marché. C'est la meilleure façon de sauver la Démocratie, la Paix et la Liberté dans le monde.

Je vous remercie de votre aimable attention.

L'ECONOMIE SOCIALE DE MARCHE, UN MODELE POUR LE SENEGAL?

Dr Mamadou Lamine Diallo

Ancien élève de l'Ecole Polytechnique de Paris

Les partisans de l'ordolibéralisme ne pensaient pas jouer un rôle important dans la conception et la mise en œuvre de la politique économique et sociale de leur pays, au lendemain de la guerre. En effet, l'opinion générale penchait vers des solutions économiques dirigistes. Le hasard a voulu que les armées victorieuses du nazisme désignèrent un directeur d'institut économique, Ludwig Erhard, comme ministre de l'économie.

On raconte que les militaires américains étaient sceptiques lorsque Ludwig Erhard, décida d'une libéralisation des prix sous le magistère du Chancelier Konrad Adenauer. Le succès de cette politique économique dans l'élimination du marché noir a mis au devant de la scène les travaux des chercheurs de l'Ecole de Fribourg, les ordolibéraux dont les deux figures étaient Walter Eucken et Wilhelm Röpke. Leur doctrine économique est l'économie sociale de marché qui postule que le libre fonctionnement du marché est social dans la lignée de Adam Smith.

En effet, après la réforme monétaire soutenue par les Alliés, Erhard avec son *Conseil scientifique*, propose une large libéralisation des prix. Après quelques mois de difficultés, l'économie se redresse spectaculairement et produit ensuite pendant plus d'une décennie des résultats économiques et sociaux spectaculaires, qui valent à Erhard d'être appelé *le père du miracle économique allemand*. En 1949, cette orientation basée sur la défense des libertés économiques et un certain nombre de principes sociaux est reprise dans la constitution.

A la fin des années 1980, l'effondrement quasi général des socialismes a ouvert la voie à la compétition entre les capitalismes, les variantes possibles de l'économie de marché. Le capitalisme allemand basé sur la doctrine de l'économie sociale de marché a influencé fortement depuis 1958 la construction économique européenne. Les partisans du projet de traité constitutionnel actuellement en débat mettent généralement l'accent sur cette filiation.¹ Certains considèrent que l'économie socialiste de marché de la Chine n'est qu'une variante somme toute assez proche. L'objet de cette communication est de voir si cette doctrine peut être mise en œuvre au Sénégal. Dès lors, il n'est peut-être pas inutile, dans ce contexte, de rappeler, même succinctement, la genèse de *l'économie sociale de marché*.

1. BREVE HISTOIRE DE L'ECOLE DE FRIBOURG

Comparée à l'Angleterre et à la France du 18 et 19ème siècles, la doctrine de l'économie de marché ne s'est imposée en Allemagne qu'au cours de la dépression des années 1930. Auparavant, l'Allemagne notamment avec F. List, avait adhéré à une théorie économique prônant une certaine

¹ Le Parti Socialiste français aurait épousé cette doctrine économique

dose de dirigisme et de protectionnisme. Curieusement au moment où le libéralisme d'Adam Smith et Ricardo s'imposait en Allemagne, il était abandonné au moins temporairement par la plupart des économistes en Grande-Bretagne, en France et même aux Etats-Unis au profit d'un interventionnisme conjoncturel ou même du dirigisme structurel.

Ce libéralisme allemand pour ainsi dire est connu sous l'appellation de l'école de Fribourg du fait que les premiers et principaux économistes étaient principalement regroupés dans les années trente à l'Université de Fribourg, dans le sud-ouest de l'Allemagne, qui était d'ailleurs à l'époque l'un des hauts lieux de la philosophie allemande, avec notamment Husserl et Heidegger en philosophie et Carl Schmitt en droit, sans compter les Prix Nobel scientifiques.

Le principal théoricien du libéralisme économique allemand fut Walter Eucken (1891-1950). Il rassembla à l'université de Fribourg un noyau d'économistes, de juristes et de sociologues. Il écrivit ce qu'on considère comme les classiques de cette école: *Die Grundlagen der Nationalökonomie* (Les fondements de l'économie politique) (1940) et *Die Grundsätze der Wirtschaftspolitik* (Les principes de la politique économique) (posthume 1952).

Wilhelm Röpke (1899-1966) qui, ayant dû quitter l'Allemagne en 1933, enseigna à l'Université de Genève, ce qui valut sans doute à certains de ses ouvrages d'être traduits en français: *La crise de notre temps* (1945), *Civitas Humana* (1946), *Explication économique du monde moderne* (1946), *Au-delà de l'offre et de la demande* (1961). Comme les titres de ses ouvrages l'indiquent déjà, cet auteur a une approche plus large, plus sociologique, des problèmes économiques. Pour Walter Eucken, les désordres sociaux de notre temps ne sont que les symptômes superficiels d'une crise totale de notre économie. Röpke, au contraire, affirme que *tous les désordres économiques de notre temps ne sont que les symptômes superficiels d'une crise totale de notre société*. On pourrait encore citer d'autres noms très connus en Allemagne, comme Alexander Rüstow, Franz Böhm, Leonhard Miksch, Alfred Müller-Armack.

L'école comprenait initialement une vingtaine de jeunes professeurs, assistants et chercheurs, rejoints après la guerre par ceux qui s'étaient exilés, principalement en provenance des universités de Genève et d'Istanbul, ainsi que par des économistes d'autres universités allemandes. Cette première génération a aujourd'hui entièrement disparu. Leurs disciples sont actuellement une centaine, généralement spécialisés dans l'enseignement de la politique économique et disséminés dans toutes les universités allemandes ou parfois autrichiennes et suisses, mais dont les recherches théoriques ou pratiques sont toujours principalement publiées dans la revue annuelle du groupe, éditée à Fribourg depuis 1948, intitulée *Ordo* et dont le nom a dès lors été adopté pour caractériser la version germanique du libéralisme économique. Outre ces universitaires, un grand nombre de hauts fonctionnaires, de journalistes et plus généralement d'anciens étudiants de ces professeurs adhèrent aux idées et participent aux réunions de ce groupe.

2. LES PRINCIPES DE L'ORDOLIBERALISME

L'ordolibéralisme est d'abord, comme son nom l'indique, un libéralisme, prônant la liberté économique, faisant confiance aux initiatives individuelles et aux mécanismes du marché et s'opposant donc au dirigisme économique.

La notion d'*ordo* est empruntée à St. Augustin. Il s'agit d'un ordre social idéal fondé sur les valeurs fondamentales de l'homme. Dans cet esprit, ils considèrent qu'il ne s'agit pas seulement de libérer l'économie et d'accroître la richesse et le bien-être individuel et collectif, mais avant tout de créer un ordre économique et social valable. Dans l'esprit des théoriciens, l'économie de marché est une condition nécessaire mais non suffisante d'une société libre, juste et ordonnée. Celle-ci doit affirmer la primauté des valeurs sur les intérêts, car à côté de l'économie, il y a la famille, la commune, l'Etat, le spirituel, l'éthique, l'esthétique, le culturel, bref l'humain. L'économie n'en est que le fondement matériel, son objectif étant de servir ces valeurs supérieures.

S'agissant de l'organisation économique et sociale, l'idée centrale est l'établissement d'une constitution économique et sociale déterminant les libertés mais aussi les règles auxquelles doivent se soumettre les opérateurs privés et publics. Il s'agit de créer un état de droit économique et social, cohérent avec un régime politique constitutionnel. Pour construire un régime économique, il convient évidemment de s'appuyer sur la connaissance scientifique de la réalité. Selon Walter Eucken, il n'y a que deux principes fondamentaux d'organisation économique : la subordination des plans individuels à un plan central et la coordination des plans individuels par un mécanisme de prix. Il faut donc inventer une combinaison nouvelle véritablement satisfaisante sur le plan à la fois de l'efficacité économique et de la valeur humaine et cette solution ne peut être, selon Eucken, que le *système concurrentiel* dans lequel le processus économique est coordonné par le mécanisme concurrentiel des prix tandis que le cadre de ce processus est organisé par l'Etat. Ce système implique d'une part des principes à inscrire dans la Constitution du pays, et d'autre part des politiques ordonnatrices et régulatrices.

Les principes définissent le cadre de la vie économique et sociale. C'est avant tout l'établissement des libertés d'entreprise, de consommation, de production et d'échange; le principe de la solidarité envers les exclus du système de production ou les catégories les plus démunies de la population; le principe de l'appropriation privée des moyens de production en tant que fondement de l'intérêt personnel. Dans cette optique, la garantie du libre accès au marché et la libre concurrence est confiée à une autorité autonome des monopoles et cartels. De même, la stabilité monétaire est du ressort d'une banque centrale indépendante, et l'équilibre budgétaire est assuré par des règles qui assurent que la dette publique sert à financer les seuls investissements. Enfin, toute mesure de politique économique doit éviter de perturber le mécanisme de fixation des prix, de concurrence et de développement de l'économie de marché.

Les politiques ordonnatrices et régulatrices. Elles sont de trois ordres. D'abord une politique structurelle visant à créer les conditions optimales d'une croissance potentielle dont les volets touchent aux infrastructures, la recherche fondamentale, l'apprentissage et la formation professionnelle, et à la promotion de la concurrence pour stimuler en permanence l'initiative et l'innovation au sein de l'économie.

Les adeptes de l'ordolibéralisme, faut-il le souligner, ne partagent pas les convictions de l'interventionnisme keynésien. Selon eux, le rythme cyclique de l'économie de marché est normal. Et ce n'est qu'exceptionnellement, dans des situations de dépression profonde, qu'une action budgétaire ou monétaire à court terme peut être envisagée. La politique économique doit viser la stabilité plutôt qu'une stabilisation des fluctuations de l'activité. Ainsi, la stabilité monétaire est assurée par les variations du taux d'intérêt et le flottement du taux de change. La politique budgétaire doit rechercher l'équilibre avec une libre variation des stabilisateurs automatiques. Enfin, la politique sociale se doit d'utiliser les progrès économiques pour façonner une société plus conforme aux aspirations humaines par un appui limité aux personnes vraiment nécessiteuses, en fonction des possibilités de la solidarité familiale. La politique sociale doit encourager l'épargne, l'éducation et la culture et s'appuyer sur une centralisation aussi poussée que possible au profit des régions et des communes en mettant en avant le principe de subsidiarité ainsi qu'une politique de protection de l'environnement et du cadre de vie.

Si l'ordre social a la primauté sur le système économique au plan des finalités, celui-ci est à son tour prioritaire par rapport à la politique sociale au plan des moyens. La croissance économique assure automatiquement le progrès social en accroissant la richesse moyenne et en améliorant de ce fait la capacité des personnes à assurer leur propre bien-être, leur sécurité et la solidarité avec leurs proches. Elle constitue donc par elle-même la toute première et la meilleure politique sociale. Il est naturellement tout à fait essentiel, sauf dans les cas de solidarité sociale, l'Etat n'intervienne en aucun cas au bénéfice d'intérêts particuliers coalisés et ne cède pas aux pressions d'organisations professionnelles ou syndicales généralement fort peu soucieuses de l'intérêt général. Le meilleur moyen pour y parvenir est de se donner pour règle de privilégier systématiquement l'intervention par la voie de législations de caractère général plutôt que par la voie de mesures administratives ponctuelles. Un autre moyen non négligeable, dans une démocratie parlementaire, est d'opposer à tous les lobbies la force des idées. Ceci amène l'école à préconiser la création d'une sorte de *quatrième pouvoir* à côté des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire traditionnels, le pouvoir intellectuel sous forme de *Conseils scientifiques* institutionnalisés auprès de toutes les instances de décision. Ce pouvoir paraît naturellement plus apte que par exemple un *Conseil économique et social* représentant les organisations économiques et sociales à fournir à l'Etat des analyses et des conseils désintéressés. La tâche de ce pouvoir, à côté de sa fonction d'étude et de conseil, serait justement de révéler et ainsi de neutraliser les pressions d'intérêts particuliers et de contribuer à la formation d'un accord collectif autour des exigences d'intérêt général. Le pouvoir scientifique devrait donc avoir pour rôle d'assurer à la fois la cohérence de l'Etat et le consensus de la société.

L'économie sociale de marché face à la crise actuelle des capitalismes. Elle admet les fluctuations cycliques de l'activité capitaliste qu'elle considère comme normale. Raison pour laquelle, elle se méfie de l'interventionnisme keynésien. La flexibilité des taux de change et la promotion de la concurrence suffisent pour corriger les fluctuations conjoncturelles de l'activité économique contrairement aux keynésiens qui préconisent un soutien de l'activité par les dépenses budgétaires. Par ailleurs, la doctrine sera testée à sa capacité à sortir de la crise économique. On peut considérer que le mois d'août 2008 marque le début de la crise financière avec la faillite d'une des plus grandes banques américaines, Lehman Brothers. Partie des prêts hypothécaires sur le marché américain, la crise s'est propagée au marché immobilier aux Etats-Unis puis au monde entier, touchant à la fois le secteur bancaire et la finance de marché. En Avril 2009, le FMI estimait à 4000 milliards le montant de la dépréciation des actifs dont 2200 pour les actifs d'origine américaine. Cette crise financière s'est répercutée dans le secteur réel et la récession s'est installée dans tous les pays industrialisés. Si les faillites bancaires en Allemagne ont été bien moins importantes qu'aux Etats-Unis et en Angleterre, en 2009, la récession serait plus forte en Allemagne (-5,6%), qu'aux Etats-Unis (-2,8%), qu'au Royaume Uni (-4,1%). La rapidité de sortie de crise, la vigueur de la reprise et l'état du système financier seront des paramètres à observer pour juger de la supériorité de l'économie sociale de marché par rapport aux capitalismes anglo-saxons notamment.

3. EN GUISE DE CONCLUSION : L'ESM UN MODELE POUR L'AFRIQUE?

L'économie sociale de marché est un compromis entre deux logiques distinctes et, comme tout compromis de cette sorte, il arrive fatalement un moment où le manque de cohérence se révèle dans un dysfonctionnement majeur. La première récession de l'Allemagne d'après-guerre met le système à l'épreuve en 1966. Celle-ci, fort bénigne en réalité selon les critères actuels, est très mal perçue par un pays habitué aux performances exceptionnelles du *miracle économique allemand*. En dépit de sa grande popularité, le refus tout à fait cohérent d'Erhard de traiter cette défaillance d'un système hybride par une politique de relance de la demande globale sera l'une des causes de sa chute et, peu après, de la première alternance politique.

L'ordolibéralisme rappelle que l'économie de marché doit être bordée par des valeurs morales issues de la doctrine sociale de l'Eglise, à savoir la protection de la famille, la solidarité et la subsidiarité, autrement dit la liberté laissée à l'homme doit être encadrée. L'homo oeconomicus hayekien à la recherche de la maximisation des richesses matérielles serait ainsi un avatar. Il y a beaucoup de confusion dans la définition du développement. Cela est dû au fait que les élites africaines qui réfléchissent sur ces questions rejettent le comportement de l'homo oeconomicus hayekien. Il est vrai que les Africains dans leur majorité considèrent que la mort est un événement majeur dans la vie humaine et qu'elle exige qu'on lui consacre du temps et des ressources. La mort d'un homme implique l'arrêt de la production d'autres hommes. En outre, les Africains considèrent en général que les relations humaines sont plus importantes que l'accumulation de richesses matérielles. A cet égard, ils considèrent comme scandaleux que les vieux soient isolés dans des centres spécifiques.

Mais, il n'en reste pas moins vrai, que le développement économique renvoie à la comparaison des richesses matérielles à celles des territoires de la frontière technologique. Ainsi, à partir du moment où les Africains veulent augmenter leur niveau de richesses matérielles tout en conservant un certain nombre de valeurs fondamentales, la démarche de l'économie sociale de marché est en soi fort utile. Pour ma part, je pense que le principe de responsabilité doit être mis en avant y compris et surtout dans le domaine économique. Une de ses premières dimensions est de préserver la terre que les hommes n'ont pas créée. Une autre de ses dimensions est d'améliorer les conditions de vie matérielle des hommes et lutter contre les inégalités sociales, mais aussi spatiales et intergénérationnelles, une liberté encadrée par des valeurs et des comportements idoines. Il s'agit ainsi pour les Africains de bâtir une économie qui respecte leurs valeurs. Personne ne le fera à leur place.

Je vous remercie.

PANEL II : L'ECONOMIE SOCIALE DE MARCHÉ AU GRE DU TEMPS – DEFIS ET CHANCES



**60 JAHRE GRUNDGESETZ – 60 JAHRE SOZIALE MARKTWIRTSCHAFT.
EINE BIS HEUTE ANDAUERENDE ERFOLGSGESCHICHTE UND EIN DEUTSCHES EXPORTGUT?**

**Prof. Dr. Hermann von Laer
Universität Vechta**

In Deutschland feiern wir gegenwärtig den 60. Geburtstag unserer Verfassung, die bei uns Grundgesetz heißt und wir feiern ebenfalls den 60. Geburtstag unserer Wirtschaftsordnung, die von Anfang an den Namen „Soziale Marktwirtschaft“ trug. Beide – Grundgesetz und Soziale Marktwirtschaft – sind eng miteinander verbunden und beide waren, jedenfalls in der Einschätzung der Bevölkerung, ein großer Gewinn für Deutschland. Sie waren zumindest mitverantwortlich für 60 Jahre Frieden in unserem Lande, was es nie zuvor in der Geschichte gegeben hatte. Sie waren aber auch mitverantwortlich für 60 Jahre persönliche Freiheit und 60 Jahre, in denen zumindest am Anfang der Wohlstand gerade der armen Menschen gewaltig anstieg. Dies ist in einer Welt, in der es noch immer Not und Elend gibt, keineswegs selbstverständlich.

So gibt es denn auch viele Menschen, die – nicht nur in Deutschland – unserer Bundeskanzlerin Angela Merkel aus Überzeugung zustimmen, wenn diese immer wieder erklärt, diese Soziale Marktwirtschaft sei ein ideales Exportgut. Wenn andere Länder diese Wirtschaftsordnung übernähmen, dann würde es ihnen auch besser gehen. Erst am 22. März diesen Jahres lobte sie im Fernsehen (bei Anne Will) vor einem Millionenpublikum die Soziale Marktwirtschaft auf diese Weise.

Was ist nun aber genau diese Soziale Marktwirtschaft, die die deutsche Bundeskanzlerin in alle Welt exportieren möchte und wie ist diese Soziale Marktwirtschaft mit dem Grundgesetz verbunden?

Nun, dem Wortsinne nach ist eine soziale Marktwirtschaft eine **Marktwirtschaft**. Was eine solche Marktwirtschaft kennzeichnet, das wissen Sie natürlich alle, das brauche ich hier nicht ausführlich erläutern. Marktwirtschaft bedeutet, vereinfacht gesagt, dass alle am Wirtschaftsprozess Beteiligten in ihren Entscheidungen frei sind: Die Konsumenten können frei entscheiden, was und wie viel sie konsumieren wollen, die Produzenten können frei entscheiden was, wie viel und in welcher Qualität sie produzieren. Jeder Einzelne kann frei entscheiden, wie viel von seinem Einkommen er spart, ob er für sein Alter vorsorgt, wo er wohnt, welchen Beruf er ergreift usw. Jeder ist frei, es gibt keine staatlichen oder sonstigen Vorschriften.

Die Idee von einer solchen Freiheit in ökonomischer Hinsicht und auch erste Durchsetzungen einer solchen ökonomischen Freiheit entwickelten sich im 18. Jahrhundert in Europa und hier zunächst in England. Die Entwicklung, die diese Idee auslöste, nannte man schon bald „Industrielle Revolution“. Eng verbunden mit dieser Idee der **ökonomischen** Freiheit war die Idee der politischen Freiheit, für

die die Französische Revolution das Symbol ist, sowie die Freiheit des Denkens, für die der Begriff Aufklärung steht. Es gibt eben nur **eine** Freiheit, die verschiedene Aspekte hat, aber eine Teilfreiheit ohne andere Freiheiten ist auf Dauer nicht vorstellbar. So ereigneten sich dann auch Industrielle Revolution, Französische Revolution und Aufklärung nicht etwa rein zufällig zur gleichen Zeit, sondern sie sind Aspekte **eines** Ereignisses bzw. Folgen **einer** Änderung des Denkens.

Wenn alle, die am Wirtschaftsprozess beteiligt sind, frei entscheiden können, wenn es also keine ordnende Hand bzw. keine zentrale Planung gibt, dann muss doch eigentlich ein Chaos ausbrechen. So glaubten es vor gut 200 Jahren die meisten Menschen und so glauben es auch heute noch viele Menschen. Es geschah jedoch genau das Gegenteil. Trotz der unendlich vielen Einzelentscheidungen freier Konsumenten und freier Unternehmer, kam es nicht zu einem Chaos sondern zu einer neuen Ordnung. Es gab zwar keine sichtbare ordnende Hand eines Herrschers oder einer zentralen Behörde, aber es gab eine „unsichtbare Hand“ die alles optimal lenkte und alle am Wirtschaftsprozess Beteiligten zufrieden stellte. Diese „unsichtbare Hand“, wie Adam Smith sie im Jahre 1776 nannte, lenkte alles, ohne selbst aktiv tätig zu werden. Dies erklärte Adam Smith mit dem Eigeninteresse aller Menschen, die am Wirtschaftsprozess beteiligt waren und es auch heute noch sind. Dieses Eigeninteresse, das man nicht mit hemmungsloser Gier oder Habsucht gleichsetzen darf, ist nach Adam Smith, der sich selber nicht als Ökonom sondern als Ethiker bezeichnet hätte, etwas Positives. Sein zu Recht bekanntestes Zitat in diesem Zusammenhang lautet: „Nicht vom Wohlwollen des Fleischers, Brauers oder Bäckers erwarten wir unsere Mahlzeit, sondern davon, daß sie ihre eigenen Interessen wahrnehmen. Wir wenden uns nicht an ihre Menschen- sondern an ihre Eigenliebe.“ Entscheidend ist also nicht die Absicht, sondern das Ergebnis, nämlich das alle satt werden und der Mechanismus hierfür, bzw. der Weg dorthin sind Markt und Wettbewerb. Man kann diesen Gedanken auch verallgemeinern: Notwendig sind Spielregeln, die die Handlung der Akteure in eine Richtung lenken, die im Ergebnis alle besser stellt. Gesellschaftliche Übel haben ihre Ursache daher nicht in schlechten Motiven oder Charakterschwächen, sondern sie sind durch Defizite im Regelsystem begründet. Wettbewerb ist solidarischer als Teilen.

Ein marktwirtschaftliches System, dass auf das Eigeninteresse aller Beteiligten vertraut und dadurch von einer unsichtbaren Hand gelenkt wird, hat in politischer wie in wirtschaftlicher Hinsicht enorme Vorteile.

- Erstens setzt ein solches System auf Freiheit des Einzelnen. Diktatur, Unterdrückung und staatliche Vorschriften sind nicht nötig, damit dieses System funktioniert.
- Zweitens wird auf diese Weise volkswirtschaftlich viel Geld eingespart, da der ganze Planungs- und Überwachungsapparat nicht finanziert werden muss.
- Drittens werden durch das Eigeninteresse der Beteiligten und durch den Wettbewerb die Preise niedrig, die Qualität der Produkte, die Höhe der Produktion und der technische Fortschritt hoch.
- Viertens kann man in einem solchen Wettbewerbssystem nur durch Leistung Erfolg haben. Damit ist dieses System dann auch gerechter als alle anderen.

Langfristig ist daher eine Marktwirtschaft effizienter als alle anderen bisher erprobten Wirtschaftsordnungen, das ist nach 250 Jahren Erfahrung unstrittig.

Hat diese Wirtschaftsordnung dadurch das Paradies auf Erden gebracht? Leider nein, denn diese freie Marktwirtschaft hat mit drei Problemen zu kämpfen.

- Erstens kann auch eine freie Marktwirtschaft nur funktionieren, wenn die Menschen eine ethische Grundlage haben. Adam Smith glaubte noch – wie seine Zeitgenossen – daran, dass dem Menschen eine solche natürliche Ethik angeboren sei. Wir sind uns da heute nicht mehr so sicher und fragen uns was passiert, wenn sich Hemmungslosigkeit und Gier mit politischem Machtstreben verbindet.
- Zweitens funktioniert diese Marktwirtschaft nur, wenn letztlich der Wettbewerb entscheidet. Es muss also ständig aufgepasst werden, dass dieser Wettbewerb erhalten bleibt und sich keine Monopole bilden oder der Markt auf andere Weise eingeschränkt wird. Dazu bedarf es paradoxerweise eines starken Staates, der die Wettbewerbsordnung und damit auch die Freiheit des Einzelnen garantiert und den Rahmen für die Akteure setzt. Das Konzept für diese Staatseingriffe nannten ihre Vertreter vor 60 Jahren einen „liberalen Interventionismus“ (Rüstow) oder bald auch „Soziale Marktwirtschaft“ und sie verstanden darunter „ein Eingreifen in genau entgegen gesetzter Richtung, als in der bisher eingegriffenen worden ist, nämlich nicht entgegen den Marktgesetzen, sondern in Richtung der Marktgesetze“. Die Soziale Marktwirtschaft ist also nach der Überzeugung ihrer Vordenker gebunden an die staatlich garantierte Ordnung des Wettbewerbs – eine Erkenntnis, die gerade heute vor dem Hintergrund der Banken- und Wirtschaftskrise sehr bedeutsam ist. Allerdings sind mit einer solchen staatlich garantierten Wettbewerbsordnung auch Risiken verbunden, das wussten die Begründer auch der Sozialen Marktwirtschaft sehr wohl. So sah der bedeutende Nationalökonom Wilhelm Röpke schon in den 1950er Jahren die Gefahr, dass sich soziale „Untertanen“ in einer „seelenlos mechanisierten Gesellschaft“ entwickeln könnten und staatlich organisierte Massenfürsorge den Einzelnen entmündigt und die Gesellschaft auflöst. Selbst ein starker Staat, der sich dem Gemeinwohl verpflichtet fühlt und der den Markt lenkt, kann also zur Gefahr werden.
- Das dritte, und heutzutage sicherlich wichtigste Problem einer freien Marktwirtschaft ist jedoch, dass sie nur denjenigen Menschen die geschilderten Vorteile bringen kann, die auf dem Markt etwas anzubieten bzw. etwas zum Tauschen haben. Was aber geschieht mit denen, die z.B. zu alt sind und deshalb nicht mehr arbeiten können? Wie sollen sie sich auf dem Markt das Brot kaufen, wie Adam Smith es beschreibt? Was geschieht mit denen, die zu jung sind oder krank oder arbeitslos? Sie alle fallen aus dieser Marktwirtschaft heraus. Da sie nichts anbieten, können sie auch nichts erhalten.

Hier setzt der Gedanke der Sozialen Marktwirtschaft im Sinne von Sozialpolitik ein, die in Deutschland als erstem Land auf der Welt vor über 100 Jahren „erfunden“ und bis heute immer weiter ausgebaut wurde. Seit dem Zweiten Weltkrieg trägt diese Wirtschaftsordnung auch ganz offiziell den Namen „Soziale Marktwirtschaft“ und sie wurde zur Grundlage der deutschen Wirtschaftspolitik seit sechzig Jahren.

Der Grundgedanke der Sozialen Marktwirtschaft in diesem Sinne lautet recht einfach: „Freiheit auf dem Markt, verbunden mit sozialem Ausgleich“ – so jedenfalls die berühmte Definition von Alfred Müller-Armack: Die Soziale Marktwirtschaft versucht also, die Vorteile zweier Begriffe bzw. zweier Strategien zu verbinden: Zum einen die effiziente, freiheitliche und innovative Marktwirtschaft auf der einen Seite und die ausgleichende, am Gedanken der personalen Gerechtigkeit orientierte Sozialpolitik auf der anderen Seite. Dies ist natürlich keine leichte Aufgabe, da sich beide Strategien in wichtigen Bereichen widersprechen. So funktioniert z. B. eine freie Marktwirtschaft umso besser, je weniger der Staat als Akteur auftritt. Je weniger Staat desto besser! Sozialpolitik benötigt hingegen einen starken Staat, denn nur er kann den Ausgleich bei den Einkommen und anderen Lebenschancen erzwingen. Eine Soziale Marktwirtschaft ist daher ein wenig so etwas wie eine hölzerne Eisentür und ein Optimum ist logischerweise nie erreichbar. Denn je mehr dem sozialen Gedanken Rechnung getragen wird, je mehr also umverteilt wird, desto mehr wird die Marktwirtschaft eingeeengt. Und je mehr andererseits Freiheit auf dem Markt und eine Entlohnung nach Leistung zugelassen wird, desto weniger kommt der soziale Aspekt zum Tragen.

Dennoch war die Einführung der sozialen Marktwirtschaft in der Praxis ein riesiger Erfolg. Die staatlich gelenkte Marktwirtschaft in Deutschland, die von Anfang an mit dem Gedanken des sozialen Ausgleichs verbunden war, führte zu einer Wohlstandssteigerung, wie sie es zuvor in der Geschichte nie gegeben hatte. Das Schaubild 1 zeigt diese Entwicklung, bei der das Sozialprodukt und damit auch der allgemeine Wohlstand bis in die 1970er Jahre Jahr für Jahr stark anstiegen. Für diesen starken Anstieg waren natürlich die Kriegszerstörungen und der allgemeine Mangel mitverantwortlich, den man schnell beseitigen wollte. Aber andere Länder, die auch starke Kriegszerstörungen erlebt hatten, waren eben nicht so erfolgreich.

Dieses Wirtschaftswachstum kam allen zu Gute, vor allem den Ärmern. Aber noch aus einem zweiten Grunde profitierten die Ärmern von der **sozialen** Marktwirtschaft, denn für die Ärmern war das System der sozialen Sicherung geschaffen worden, nicht für die Reichen! Eine Krankenversicherung wurde schon vor weit über 100 Jahren eingeführt, die inzwischen praktisch die gesamte Bevölkerung im Krankheitsfall absichert. Es folgte die Rentenversicherung, die inzwischen auch weit mehr als das Existenzminimum absichert. Dann kamen die Arbeitslosenversicherung und schließlich die Pflegeversicherung. Auch derjenige, der niemals gearbeitet hat und deshalb keiner Versicherung angehört, wird durch die Sozialhilfe des Staates auf hohem Niveau versorgt.

Dieser immer weiter vorangetriebene Ausbau des Sozialsystems führte dazu, dass es wirklich arme Menschen in Deutschland nicht mehr gibt. Dies ist ein historisch einmaliger und unglaublicher Erfolg. Eine Einzelperson erhält auf diese Weise pro Monat insgesamt mehr als 700,- €; eine Familie mit zwei Kindern erhält mehr als 1.700,- €. Ärmer kann man als Deutscher nicht sein, nur Asylbewerber erhalten etwas weniger.

Diese Sozialpolitik führte aber nicht nur zu einem Wohlstandsanstieg der unteren Bevölkerungsschichten, sondern dadurch auch insgesamt zu einer Befriedigung des Staates und der Gesellschaft. Auch dies ist ein wichtiger positiver Faktor.

Aber dieser enorme Ausbau des Sozialsystems bringt auch große Probleme mit sich, wie sich immer mehr zeigt. Denn hohe soziale Leistungen sind nicht nur eine **Reaktion** auf Armut bzw. soziale Missstände. Hohe soziale Leistungen können vielmehr auch umgekehrt zu einer Verhaltensänderung der Betroffenen führen und dann langfristig die Probleme verschärfen, die sie eigentlich lösen sollten. Denn je höher die Hilfen sind, desto mehr kann es sich lohnen, diese Hilfen in Anspruch zu nehmen und sich nicht selber anzustrengen. Schon heute ist die Sozialhilfe bei Familien häufig höher als die niedrigen Löhne, so dass für den Einzelnen sinnvoll wird, nicht mehr zu arbeiten. Dadurch steigen dann logischerweise die staatlichen Zahlungen und daraufhin müssen dann die Steuern erhöht werden. Dadurch sinkt dann wiederum der Reallohn der Beschäftigten und es wird noch lohnender, nicht zu arbeiten. Ein Teufelskreis entsteht, aus dem man so schnell nicht heraus kommt.

Hier zeigt sich auch, dass die Soziale Marktwirtschaft als Basis eine bestimmte Kultur benötigt. Nur im Zusammenhang mit dieser Kultur, vor allem der Arbeitskultur, kann sie funktionieren. Dies möchte ich hier erläutern.

In Deutschland hat die Arbeit einen hohen Stellenwert, der weit über die einfache Einkommenserzielung hinausgeht. Sich selber zu versorgen gehört nach dieser Auffassung ganz wesentlich zur Würde eines Menschen. Dieses hohe Arbeitsethos ist auch im Christentum und hier vor allem im Protestantismus begründet. Wenn in einer solchen Arbeitskultur ein Mensch seinen Arbeitsplatz verliert, dann ist das für ihn ganz schlimm und die Gemeinschaft sollte ihn wenigstens materiell auf einem hohen Niveau unterstützen. Denn es ist ja schon schlimm genug, wenn dieser Arbeitslose untätig zu Hause herumsitzen muss. Warum sollte er, warum sollten aber auch seine Frau und seine Kinder, zusätzlich noch unter einem geringen Einkommen leiden? Andererseits stellen diese hohen Unterstützungen kein Risiko für die Gemeinschaft der Steuer- und Beitragszahler dar, denn vor dem geschilderten Hintergrund einer hohen Arbeitsethik wird der Arbeitslose alle, aber wirklich alle Anstrengungen unternehmen, um sich aus der ungeliebten Arbeitslosigkeit wieder zu befreien und eine neue Stelle suchen.

Dieses schöne System einer Marktwirtschaft mit hohem Arbeitsethos und hohen sozialen Hilfen funktionierte bis in die 1970er Jahre hinein. Seither ändern sich jedoch die Werte und Normen immer

mehr, und auch durch eine starke Zuwanderung kommt es zu einer Veränderung der Kultur allgemein und speziell der Arbeitskultur. Immer mehr Menschen sagen sich: „Warum soll ich denn mühsam arbeiten, wenn ich den gleichen Lebensstandard auch durch staatliche Hilfen erreichen kann?“ Wenn sich solche Überlegungen verbreiten, dann ist die Soziale Marktwirtschaft jedenfalls in ihrer klassischen Form am Ende. Aus dieser Situation gibt es dann nur zwei Auswege, die beide sehr unschön sind: Entweder müssen die Kontrollen zunehmen, um „Missbrauch“ bei den sozialen Leistungen zu bekämpfen, was aber kaum möglich ist, da der Begriff „Missbrauch“ nicht eindeutig definiert werden kann. Oder aber man muss den Umfang der sozialen Leistungen drastisch senken, um das Arbeiten wieder attraktiver zu machen. Ein Absenken der sozialen Leistungen trifft dann aber gerade die wirklich Bedürftigen, für die dieses System geschaffen wurde. Diese Verbindung von Sozialpolitik und kultureller Prägung müssen wir in Deutschland gerade sehr bitter lernen, und es wird unsere Gesellschaft in Zukunft noch sehr stark erschüttern.

Die Probleme, die in unserer Sozialen Marktwirtschaft durch kulturellen Wandel entstehen, werden noch dadurch verstärkt, dass Deutschland im Rahmen der Europäischen Union weitgehend auf die Rechte und Pflichten eines Nationalstaates verzichtet hat. Wirtschaft kann man international gestalten, für eine reine Marktwirtschaft sind nationale Grenzen nur hinderlich. Je größer der Wirtschaftsraum, je größer der Markt. Je weniger störende nationale Vorschriften und Zölle, desto besser! Das Soziale kann hingegen nur im Rahmen eines Nationalstaates organisiert werden, jedenfalls wenn man mehr als nur ein Minimum an Umverteilung wünscht. Man ist eben maximal mit den Angehörigen seines eigenen Volkes solidarisch, nur für sie ist man bereit, u. U. auch erhebliche Opfer zu bringen. Eine internationale Sozialpolitik ist daher auch aus diesem Grunde nicht vorstellbar und eine Internationalisierung von Politik und Wirtschaft drängt zwangsläufig das Soziale immer mehr zurück.

Bei der Europäischen Union kommt hinzu, dass innerhalb ihrer Grenzen nicht nur Güter frei verkauft werden dürfen, sondern auch die Menschen frei wandern können. Auch dies führt zu riesigen Problemen im Bereich des Sozialen. Denn erstens kommt es dann zu starken Wanderbewegungen dorthin, wo die sozialen Hilfen hoch sind. Die deutsche Sozialhilfe ist höher als selbst ein gutes Gehalt in manchen neuen Beitrittsländern. So hat eine Sozialhilfefamilie in Deutschland mehr als viermal so viel Geld zur Verfügung wie eine Lehrerfamilie in Lettland! Solche hohen sozialen Hilfen üben natürlich einen ungeheuren Sog nicht nur auf arme Bürger der Europäischen Union aus, sondern auch auf Asylbewerber und Menschen aus anderen Ländern, denen solche Hilfen geradezu paradiesisch vorkommen. Dass dann aber durch die ständig zahlreicher werdenden Unterstützungsbedürftigen der Sozialaufwand schließlich unbezahlbar wird, ist unausweichlich.

Aber auch diejenigen, die nicht wegen der Sozialleistungen aus ärmeren europäischen oder außereuropäischen Ländern in großer Zahl nach Deutschland kommen, erschüttern das Fundament der Sozialen Marktwirtschaft, sondern auch diejenigen, die von den vergleichsweise hohen Löhnen angelockt werden. Wenn z. B. in Rumänien und Bulgarien die Löhne nur etwa ein Fünftel so hoch sind wie in Deutschland, dann ist das nicht nur ein großer Anreiz, Fabriken dorthin zu verlagern, sondern

viele Menschen werden als Arbeitsmigranten nach Deutschland kommen. Da sie bereit sind, für wesentlich weniger Geld zu arbeiten, führt dies in Deutschland zumindest langfristig zwangsläufig zu niedrigen Löhnen, gerade bei den wenig Qualifizierten und den durchschnittlichen Arbeitnehmern. Die Tabelle 2 zeigt dies deutlich. Sie belegt, dass während der letzten 15 Jahre die durchschnittlichen Löhne, aber auch die Renten real deutlich gesunken sind, während gleichzeitig das Sozialprodukt anstieg. Diejenigen, die keinen Lohn sondern Gewinne als Einkommen beziehen, müssen ihr Einkommen also weit überproportional gesteigert haben. Diese durch Globalisierung und Zuwanderung verursachte Auseinanderentwicklung der Einkommen ist zwangsläufig. Denn der rumänische Maler und der bulgarische Lastwagenfahrer arbeiten ja nicht schlechter als ihre deutschen Kollegen. Da aber für diese Menschen, die zusätzliche Arbeit suchen, gar nicht so viele Arbeitsplätze bereit stehen, sinkt nicht nur zwangsläufig der Lohn, sondern es steigt auch die Arbeitslosigkeit. Schwarzarbeit ist dann für viele ein individueller Ausweg, diese Schwarzarbeit verschärft aber volkswirtschaftlich gesehen das Problem noch weiter, da offizielle Arbeitsplätze zerstört werden, die Steuereinnahmen sinken und die staatlichen Sozialhilfen ansteigen müssen. Der Staat ist hier letztlich machtlos. Kontrollen gegen die Schwarzarbeit bewirken erfahrungsgemäß auf Dauer wenig und staatlich garantierte Minimumlöhne verschärfen sogar die Probleme. Fort- und Weiterbildung ist in dem notwendigen Umfang völlig illusorisch und auch sonstige Integrationskosten überfordern die Gemeinschaft.

Genau umgekehrt ist die Situation bei den Spitzenkräften. Auf einem internationalen Arbeitsmarkt steigt ihr Einkommen drastisch an, denn sie sind überall begehrt. Das gilt nicht nur für Vorstände internationaler Banken und für die Manager von Auto-Firmen, sondern auch für Sportler, Schauspieler usw. Solange z. B. die Fußballer nur in ihrem Heimatland spielen konnten, waren ihre Gehälter vergleichsweise gering. Heute hingegen verdienen sie auf dem internationalen Arbeitsmarkt ein Vielfaches von früher. So führen dann die Entwicklung der Europäischen Union und auch die Globalisierung allgemein dazu, dass in Deutschland zum ersten Mal wieder seit bald 200 Jahren die Einkommensunterschiede drastisch steigen. Es geschieht genau das Gegenteil von dem, was die Soziale Marktwirtschaft anstrebt und die Politik ist hilflos. Selbst wenn sie möchte, sie kann diesen Trend nicht ändern, ohne dass es den Armen noch schlechter geht. Denn wenn z. B. das Vermögen der Reichen oder ihre Einkommen stärker besteuert werden, dann verlagern diese Reichen einfach ganz legal ihren Wohnsitz ins Ausland und zahlen dort ihre geringen Steuern. Schon heute leben sehr viele reiche Deutsche im Ausland: Nicht nur Industrielle und Stiftungen, sondern auch Spitzensportler, Künstler, Schauspieler usw. haben Deutschland verlassen. Sie wurden von den hohen deutschen Steuern vertrieben und dadurch wird Sozialpolitik in Deutschland noch schwieriger, da dem Staat das Geld fehlt, das diese Leute früher als Steuern zahlten.

Wenn ich an dieser Stelle eine erste Zusammenfassung vornehmen darf, dann möchte ich sagen, dass die Soziale Marktwirtschaft in den ersten Jahrzehnten ihres Bestehens in Deutschland ein großer Erfolg war. Sie brachte Freiheit nicht allein in ökonomischer Hinsicht, sondern sie führte zu sozialem Frieden, zu einem Interessenausgleich und zu mehr Gleichheit. Die soziale Marktwirtschaft brachte

einen im historischen Vergleich unglaublichen Wohlstand für alle und ohne diese Wirtschaftsordnung wäre Deutschland wohl kaum zu einer gefestigten Demokratie geworden.

Ob die Soziale Marktwirtschaft auch in Zukunft so erfolgreich sein wird ist allerdings meiner Meinung nach mehr als fraglich. Denn erstens kann die Soziale Marktwirtschaft nur funktionieren im Zusammenhang mit einer bestimmten Kultur, speziell einer Arbeitskultur, die sich gegenwärtig immer mehr auflöst. Und zweitens ist die soziale Marktwirtschaft (wie fast alles Soziale!!) nur in einem nationalen Rahmen denkbar und organisierbar.

Die zunehmende Globalisierung und das Aufgehen Deutschlands in der EU macht es daher unmöglich, die Soziale Marktwirtschaft so wie bisher zu erhalten oder sie sogar weiter zu entwickeln.

Damit ist meiner Meinung nach auch die am Anfang meines Vortrags gestellt Frage, ob – wie unsere Kanzlerin glaubt – die Soziale Marktwirtschaft erfolgreich auf andere Länder übertragen werden kann, zumindest tendenziell beantwortet: Erstens ist in einer sich globalisierenden Welt – leider !! – für eine Soziale Marktwirtschaft kaum Raum und zweitens sind die kulturellen Unterschiede zwischen den Ländern und Regionen, den Völkern und Religionen nach wie vor sehr hoch. Ich persönlich finde es sehr gut, dass es solche Unterschiede gibt, ich finde es sehr spannend, jetzt hier bei Ihnen in Dakar zu sein und nicht irgendwo in Deutschland, wo ich alles schon kenne. Aber die Andersartigkeit der Kulturen macht es unmöglich, das, was in dem einen Land gut funktionierte, einfach auf ein anderes zu übertragen. Dies gilt natürlich ganz besonders für eine Wirtschaftsordnung wie die Soziale Marktwirtschaft.

Da wir heute hier im Senegal, in Dakar, zusammen sind, ist es in diesem Zusammenhang vielleicht gestattet, an den ersten Präsidenten dieses Landes, Herrn Léopold Sédar Senghor zu erinnern. Ich weiß, dass er heutzutage auch in seinem eigenen Landes nicht unumstritten ist und man ihm unter anderen vorwirft, er habe mit seinen Schriften zu wenig auf eine Verbesserung der ökonomischen Verhältnisse und eine Veränderung der Herrschaftsverhältnisse hingewirkt. Auch betone seine Philosophie zu stark die Unterschiede zwischen den Menschen und berücksichtige zu wenig die Gemeinsamkeiten.

Eine solche Kritik mag in Teilen berechtigt sein, aber ich gestehe, dass ich ihr insgesamt nicht folgen kann. Für mich ist Léopold Sédar Senghor nicht nur in seinem persönlichen Leben ein beeindruckender Mensch gewesen, sondern auch ganz ohne Frage einer der größten Denker und einer der größten Staatsmänner des 20. Jahrhunderts. Seine Vorstellungen von den nötigen und möglichen Entfaltungen des Menschen könnten auf den ersten Blick durchaus mit einer marktwirtschaftlichen Ordnung verbindbar sein. Aber eben nur auf den ersten Blick. Denn erstens steht die wirtschaftliche Entwicklung nicht im Zentrum seines Interesses und zweitens bedeutet die von ihm betonte kulturelle Unterschiedlichkeit der Menschen, dass auch ökonomische Modelle nicht einfach übernommen werden können. Wie recht er meiner Ansicht nach hat, das wurde mir vor genau

30 Jahren klar als ich in Gaoua, im Südosten von Burkina Faso, meinen Bruder besuchte, der dort in einem medizinischen Projekt arbeitete. Aber dazu muss ich zunächst etwas weiter erläutern.

Sie kennen sicherlich die drei japanischen Affen: Der eine Affe hält sich die Augen zu, der andere die Ohren und der dritte den Mund. Das Foto zeigt eine Abbildung dieser drei Affen aus Japan. Es gibt hierfür mehrere Interpretationen. Die eine lautet: Hier zeigt sich in einem Bild die buddhistische Lehre des Gottes Vajra, nach der man nichts (Böses) sehen, nichts (Böses) hören und nichts (Böses) sagen soll. Diese drei Affen werden aber auch interpretiert als Aufforderung, sich nicht einzumischen. Die Botschaft lautet: „Halte Dich zurück, halte Dich heraus. Vermittle den Eindruck, als würdest du nichts sehen, nichts hören und nichts sagen – dann geht es Dir gut und Du lebst glücklich und in Frieden“. Dies ist fraglos eine sehr japanische bzw. sehr ostasiatische Überzeugung.

Als ich, wie schon erwähnt, vor 30 Jahren in Burkina Faso, ganz tief im Busch in einem Restaurant am Rande eines Marktplatzes war, da traf ich die japanischen Affen wieder, aber es waren jetzt vier Affen und sie waren zu afrikanischen Affen geworden. Ein Künstler hatte sie an die Wand gemalt und dieser Künstler war – und das meine ich ganz ernst – zudem ein großer Philosoph und Denker. Der vierte Affe symbolisiert nämlich was aus der Sicht dieses Künstlers passiert, wenn man nichts sieht, nichts hört und nichts sagt: Man wird nämlich verrückt von diesem „nichts“ – „fou de rien“! Als ich dieses Bild sah, wurde mir schlagartig klar, was kulturelle Differenzen bedeuten. Das, was für japanische Künstler eine selbstverständliche Anleitung zu einem glücklichen Leben war, war für den afrikanischen Künstler bestenfalls unverständlicher Unsinn. Dieses Bild zeigt mir besser als lange wissenschaftliche Analysen, wie unterschiedlich man die Welt, die Gesellschaft und das Handeln der Menschen interpretieren kann. Die kulturellen Unterschiede sind nach wie vor sehr sehr groß und ich persönlich finde dies auch sehr erfreulich. Das bedeutet jedoch auch, dass man nur in sehr eingeschränktem Maße direkt voneinander lernen kann. Jeder einzelne Mensch aber auch jedes Land muss vielmehr seinen eigenen Weg vor dem Hintergrund der eigenen Normen, der eigenen Werte und der eigenen Kultur finden. Dies gilt ganz sicherlich auch für das Wirtschaftssystem. So erfolgreich also die Soziale Marktwirtschaft in bestimmten Phasen der deutschen Geschichte gewesen sein mag, übertragbar auf andere Länder ist sie allenfalls in einem sehr eingeschränktem Maße.

**60 ANS DE LOI FONDAMENTALE – 60 ANS D’ECONOMIE SOCIALE DE MARCHÉ.
UNE SUCCESS-STORY PERDURANT JUSQU’A NOS JOURS ET PAR AILLEURS UN ARTICLE
D’EXPORTATION ALLEMAND?**

**Prof. Dr. Hermann von Laer
Universität Vechta**

En Allemagne nous fêtons présentement le 60^{ème} anniversaire de notre constitution qui porte chez nous le nom de loi fondamentale et nous fêtons parallèlement le 60^{ème} anniversaire de notre ordre économique qui porte depuis le début de sa mise en œuvre le nom de „économie sociale de marché“. Les deux – la loi fondamentale et l’économie sociale de marché – sont intimement liées, et toutes les deux ont été, du moins de l’avis unanime de la population, bénéfiques à plus d’un titre à l’Allemagne. En effet, c’est à elles que l’on doit dans une large mesure 60 années de paix dans le pays, ce qui n’avait jamais existé dans notre histoire. Mais c’est également à elles que l’on doit pour beaucoup 60 années de liberté personnelle et 60 années durant lesquelles, au moins au début, le bien-être, justement celui des personnes les plus pauvres en premier, a considérablement augmenté, ce qui, il faut le souligner, ne va pas naturellement de soi dans un monde où règnent encore l’indigence et la misère.

C’est ainsi qu’il existe beaucoup de gens – et ce pas uniquement en Allemagne - qui applaudissent par conviction aux propos de notre chancelière de la République fédérale Angela Merkel lorsque cette dernière déclare tous azimuts que cette économie sociale de marché est bel et bien un article d’exportation idéal. Si d’autres pays adoptaient cet ordre économique, ils se porteraient mieux. Pas plus tard que le 22 mars de cette année, elle a fait l’éloge en ces termes de l’économie sociale de marché à la télévision (dans l’émission de Anne Will) devant un public constitué de millions de téléspectateurs.

Mais qu’est-ce donc au juste que cette économie sociale de marché que la chancelière de la République fédérale tient tant à exporter à travers le monde, et quel est le lien entre cette économie sociale de marché et la loi fondamentale ?

Selon la terminologie admise, une économie sociale de marché est une **économie de libre concurrence**. Ce qui caractérise une telle économie de libre concurrence vous le savez bien sûr tous, et je pense ne pas devoir m’appesantir là-dessus. Une économie de libre concurrence signifie, pour simplifier, que tous ceux qui sont impliqués dans le processus économique sont entièrement libres dans leurs décisions : les consommateurs peuvent décider librement quel produit ils vont choisir, en en déterminant librement la quantité et la qualité, les producteurs peuvent décider librement quel produit ils vont mettre sur le marché, en en déterminant librement la quantité et la qualité. Chacun pris

individuellement peut déterminer librement combien il va économiser de ses revenus, s'il souscrit à une prévoyance retraite, où il va résider, quel métier il va exercer etc. Chacun est libre, il n'y a pas de directives étatiques ou d'un autre ordre.

L'idée de transposer une telle liberté dans le domaine économique et les premières mises en oeuvre d'une telle liberté économique se développèrent au 18^{ème} siècle en Europe et en particulier en Angleterre qui en était le point de départ. L'essor qui a été déclenché par cette idée fut très rapidement appelée « Révolution industrielle ». En étroite corrélation avec cette idée de liberté **économique** était l'idée de liberté politique, pour laquelle la révolution française était érigée en symbole, de même que la liberté de penser dont le terme philosophie des lumières est la pierre angulaire. Il n'existe en fait qu'**une** liberté qui revêt différents aspects, mais une liberté partielle sans les autres libertés est impensable à long terme. C'est ainsi que la révolution industrielle, la révolution française et le siècle des lumières ne se passèrent pas au même moment de manière fortuite, mais ils sont bel et bien les aspects **d'un** seul et même événement, autrement dit les conséquences **d'un** changement de pensée.

Mais alors, me direz-vous, si tous ceux qui sont parties prenantes du processus économique sont à même de décider librement et si, comme il est dit, il n'existe pas de main qui met de l'ordre dans les affaires ni de planification centrale, il doit normalement régner le chaos. C'est de cette manière que réagissaient la plupart des gens il y a quelque 200 ans et c'est encore la conviction de beaucoup de nos contemporains. Et pourtant, c'est exactement le contraire qui s'est passé. Malgré les innombrables décisions prises isolément et par les consommateurs sur la base de leur libre arbitre et par les entrepreneurs sur la base de leur libre arbitre, la situation n'a pas dégénéré en chaos mais elle a plutôt donné naissance à un nouvel ordre économique. Il n'y avait certes pas de main visible d'un quelconque souverain ni d'une quelconque autorité centrale, mais il existait bel et bien une « main invisible » qui dirigeait le tout de manière optimale et qui s'attelait à garantir la satisfaction de tous les acteurs impliqués dans le processus économique. Cette « main invisible », comme Adam Smith la nomma en 1776, dirigeait tout, sans jamais s'immiscer de manière apparente. Adam Smith devait expliquer cela par la notion d'intérêt personnel intrinsèque à toutes les personnes qui étaient impliquées dans le processus économique, et il en est encore ainsi de nos jours. Cet intérêt personnel, qu'il ne faut surtout pas mettre sur un pied d'égalité avec une avidité débridée ou une rapacité quelconque, est selon Adam Smith, qui ne se serait pas défini lui-même comme un économiste mais plutôt comme un éthicien, quelque chose de positif. Sa citation célèbre à plus d'un titre à cet égard ne dit-elle pas : « ce n'est pas de la bienveillance du boucher, ni de celle du brasseur ou du boulanger que nous espérons notre pitance mais du fait qu'ils sauvegardent leurs propres intérêts. Nous ne faisons pas appel à leur amour du prochain mais à leur amour-propre ». Ce qui est déterminant, ce n'est pas tant l'intention poursuivie mais plutôt le résultat, à savoir qu'il faut donner à manger à tout le monde et que le mécanisme à cet effet, autrement dit le chemin menant à cet objectif, n'est rien d'autre que le marché et la concurrence. On peut même se permettre de généraliser cette idée : ce qui est primordial, ce sont des règles du jeu bien établies qui soient à même de piloter

le jeu des acteurs dans une direction qui permette à tous de se prévaloir de bénéfices conséquents. Les maux sociaux ne sont de ce fait en rien la conséquence ni de mobiles détestables ni d'une quelconque faiblesse de caractère mais ils trouvent bel et bien leur origine dans les déficits que l'on peut répertorier dans le système de réglage. La concurrence est plus solidaire que le partage.

Un système basé sur l'économie de marché, qui repose sur l'intérêt personnel individuel de tous les acteurs et qui de surcroît est dirigée par une main invisible ne peut avoir que des avantages inestimables, aussi bien sur les plans politique qu'économique

- Premièrement, un tel système a comme soubassement le libre arbitre de l'individu. Il n'est besoin ni de dictature, ni de répression, encore moins de directives étatiques pour faire fonctionner ce système.
- Deuxièmement, de cette manière, il est possible d'économiser beaucoup d'argent sur le plan politico-économique, vu qu'il n'y a aucun souci à se faire quant à un éventuel financement de ce qui devrait normalement être un lourd appareil de planification et de surveillance.
- Troisièmement, grâce à l'intérêt personnel des acteurs conjugués à la concurrence, les prix subissent une tendance à la baisse et la qualité des produits ainsi que les améliorations ne s'en trouvent que plus rehaussées.
- Quatrièmement, il n'est possible de connaître la réussite dans un tel système de concurrence que par la performance. Vu sous cet angle, ce système apparaît comme étant plus équitable, comparé à tous les autres.

De ce fait, à long terme une économie de marché apparaît comme plus indiquée du point de vue de l'efficacité que tous les autres ordres économiques qui ont été expérimentés jusqu'à présent, ce qui est incontestable après 250 ans d'expérience en la matière.

Cependant, est-ce pour autant que cet ordre économique a transplanté le paradis sur terre? Nous devons malheureusement répondre par la négative à cette question car, cette économie de marché doit mener un combat sur trois fronts.

- En premier lieu, une économie de libre marché ne peut fonctionner que si les personnes chargées de la mettre en œuvre sont au préalable imprégnées en conséquence d'un soubassement éthique. Adam Smith pensait encore – comme ses contemporains – qu'une telle éthique naturelle était innée à l'homme. Nous n'en sommes plus aussi sûrs de nos jours et nous n'osons penser à ce qui pourrait arriver le jour où le manque de retenue et l'avidité feront cause commune avec les velléités de pouvoir.
- En second lieu, cette économie de marché ne fonctionne que si c'est la concurrence qui décide au bout du compte. Il faut donc déployer une vigilance permanente pour s'assurer que cette concurrence est bien sauvegardée et qu'il ne se crée pas de monopoles ou que le marché soit contingenté de quelque manière que ce soit. A cet effet il faut, et cela peut

paraître paradoxal, l'existence d'un état fort dont la finalité est de garantir la réglementation de la concurrence, en garantissant parallèlement la liberté individuelle et en posant le cadre d'action pour les acteurs économiques. Le concept à la base de ces interventions étatiques fut appelé par ses représentants « interventionnisme libéral » (Rüstow) il y a 60 ans ou encore peu de temps après „économie sociale de marché“ et ils comprenaient par là « une intervention dans une direction exactement opposée à celle qui avait été prise jusqu'alors, à savoir une intervention non à l'encontre des lois du marché, mais plutôt en direction de ces mêmes lois. ». L'économie sociale de marché est donc, selon la conviction de ses pères-fondateurs intimement liée à la réglementation de la concurrence garantie par l'état, un fait établi qui devrait en faire réfléchir plus d'un au vu de la situation que nous connaissons actuellement avec en arrière-plan la crise bancaire et économique.

Cependant, une telle réglementation de la concurrence garantie par l'état comporte des risques collatéraux, et cela, les fondateurs de l'économie sociale de marché n'étaient pas sans le savoir. C'est ainsi que l'économiste émérite Wilhelm Röpke avait déjà dans les années 50 prévenu du possible danger de voir se développer des „sujets“ sociaux perdus dans une „société mécanisée sans âme“ et celui de voir une assistance massive organisée par l'état mettre sous tutelle l'individu pour finir par disloquer la société. De même, un état fort qui se fait une obligation d'assurer l'intérêt commun et qui dirige le marché à sa guise peut finir par représenter lui-même un danger.

- En troisième lieu, et là réside incontestablement de nos jours le problème crucial d'une économie libre de marché, c'est qu'elle ne peut apporter les avantages qu'elle fait miroiter qu'à ceux qui ont quelque chose à proposer sur le marché, autrement dit ceux qui ont quelque chose à échanger. Mais qu'advient-il donc de ceux qui sont par exemple trop âgés et ne peuvent plus travailler pour cette raison ? Comment sont-ils alors censés acheter leur pain, comme Adam Smith le dit si bien ? Qu'advient-il de ceux qui sont trop jeunes ou malades ou encore au chômage ? Ils sont tout simplement exclus de cette économie de marché. Puisqu'ils n'ont rien à proposer, ils ne peuvent rien obtenir.

Et c'est à ce niveau qu'intervient l'idée d'économie sociale de marché axée sur une politique sociale fut „inventée“ en Allemagne qui l'appliqua comme premier pays au monde il y a plus de 100 ans, système qui n'a depuis lors cessé d'être consolidé. Depuis la Seconde Guerre Mondiale, cet ordre économique porte officiellement le nom de „économie sociale de marché“ et il est depuis 60 ans le fondement même de la politique économique allemande.

L'idée de base de l'économie sociale de marché peut être ramassée en une formule toute simple : „la liberté sur le marché arrimée à une compensation sociale“ – c'est du moins la célèbre définition qu'en donne Alfred Müller-Armack : l'économie sociale de marché essaie donc de mettre en corrélation les avantages de deux notions ou plutôt de deux stratégies : pour ce qui est du premier, nous avons d'un côté l'économie de marché efficiente, libérale et innovatrice, et de l'autre la politique sociale compensatrice orientée sur la notion de justice individuelle. Il ne s'agit là bien sûr pas d'un exercice

facile, étant donné que les deux stratégies se contredisent dans bien des domaines essentiels. C'est ainsi que par exemple une économie libre de marché fonctionne d'autant mieux que l'état apparaît moins comme acteur sur la scène économique. Moins l'état est présent, mieux c'est! Une politique sociale par contre a besoin d'un état fort, car lui seul est en mesure d'imposer une compensation touchant aux revenus et aux autres modes de subsistance. Une économie sociale de marché est de ce fait comparable à une porte de fer en bois, et il est logiquement impossible d'atteindre un optimum. En effet, plus on tient compte de la demande sociale, donc plus on redistribue, plus l'économie de marché se retrouve dans un goulot d'étranglement. Et par ailleurs, plus on admet de liberté sur le marché et dans la rémunération en se basant sur les performances, moins l'aspect social peut être pris en compte.

Et pourtant, l'introduction de l'économie sociale de marché fut dans la pratique un immense succès. L'économie de marché pilotée par l'état en Allemagne, qui avait dès le départ comme corollaire la notion de compensation sociale, a réussi à générer une croissance de la prospérité comme il n'y en avait jamais eu dans l'histoire du pays. Le schéma 1 met en évidence ce développement, lors duquel le revenu national, et par conséquent la prospérité générale, n'ont cessé de croître fortement, année après année, jusque dans les années 70. A la base de cette forte croissance il y avait bien sûr les destructions occasionnées par la guerre et la pénurie généralisée dont on voulait faire table rase le plus rapidement possible. Mais à cet égard, il faut souligner que d'autres pays ont, eux-aussi, connu de pareilles destructions dues aux affres de la guerre et qu'ils n'ont cependant pas connu pareille réussite économique.

Cette croissance économique a été bénéfique à tous, plus particulièrement aux plus pauvres. Mais pour une seconde raison les plus pauvres profitèrent de l'économie **sociale** de marché car, c'est pour les plus pauvres que le système d'assurance sociale avait été fondé, certainement pas pour les riches ! Une assurance maladie avait déjà été instaurée il y a bien plus de cent ans, laquelle institution couvre pratiquement la population dans sa totalité en cas de maladie. S'ensuivit l'assurance invalidité-vieillesse qui, elle-aussi, garantit bien plus que le minimum vital. Puis furent créées l'assurance chômage et finalement l'assurance dépendance. Même quelqu'un qui n'a jamais travaillé et n'est de ce fait affilié à aucune assurance a droit à une assistance sociale conséquente de l'état.

L'affinement du système social qui s'est poursuivie sans discontinuer a eu pour conséquence qu'il n'existe plus de gens vraiment pauvres sur le sol allemand. Ceci est sur le plan historique un exemple de réussite unique et inimaginable. Une personne vivant seule reçoit ainsi par mois en tout plus de 700,- € ; une famille avec deux enfants reçoit plus de 1.700,- €. Il n'est pas possible d'être plus pauvres que ça quand on est Allemand, il n'y a que les demandeurs d'asile qui reçoivent un peu moins.

S'y ajoute que cette politique sociale n'a pas eu pour conséquence que la croissance de la prospérité pour les couches sociales les plus basses mais elle a aussi, par ricochet, contribué à préserver l'ordre

républicain et la paix civile. Ce dernier aspect est également un facteur positif d'importance qu'il importe de souligner.

Mais le perfectionnement sans commune mesure du système social entraîne aussi dans son sillage de grands problèmes, comme on en connaît de plus en plus. En effet, des prestations sociales conséquentes ne sont pas uniquement une **réaction** face à la pauvreté, autrement dit aux mauvaises conditions de vie sociales. Des prestations sociales conséquentes peuvent inversement mener à un changement de comportement des acteurs et aggraver à long terme les problèmes qu'elles étaient censées solutionner. En effet, plus les allocations sont importantes, plus la tentation est grande de faire valoir ses droits sur ces allocations, ce qui équivaut à ne pas faire un effort sur soi. Déjà présentement, les allocations familiales dont bénéficient certaines familles sont souvent supérieures aux bas salaires, ce qui pousse certains à se demander si cela a encore un sens que de continuer à travailler. La conséquence logique en est que les décaissements de l'état s'accroissent, situation à laquelle l'on ne peut remédier qu'en augmentant les impôts. Ceci entraîne à son tour la baisse du salaire réel des employés, et il devient encore plus attractif de ne pas travailler. Finalement, on se retrouve dans un cercle vicieux dont on ne se sort pas si aisément.

A ce niveau, il ressort que l'économie sociale de marché doit être basée sur une certaine forme de culture. Ce n'est qu'en adéquation avec cette culture, particulièrement la culture du travail, qu'elle peut fonctionner. J'aimerais, avec votre permission, dire quelques mots à ce sujet.

En Allemagne le travail occupe une place importante qui va bien au delà du simple fait de percevoir des revenus. Conformément à cette philosophie de la vie, le fait de satisfaire à ses propres besoins est de manière substantielle une partie constitutive de la dignité de l'homme. Cette éthique transcendante du travail trouve ses racines également dans le christianisme, mais ici particulièrement dans le protestantisme. Perdre son travail dans un pareil environnement imprégné de la culture du travail est déjà en soi une situation invivable, et la communauté se doit de lui venir en aide matériellement de manière conséquente. En effet, c'est déjà assez insupportable pour un chômeur de devoir traîner inactif à la maison. Pourquoi devrait-il, pourquoi sa femme et ses enfants devraient-ils souffrir doublement à cause de leurs revenus trop bas? Par ailleurs, ces allocations élevées ne représentent pas de risque pour la communauté que constituent les contribuables et autres cotisants, car, avec en arrière-plan cette éthique du travail bien ancrée, ce chômeur déploiera tous les efforts, mais vraiment tous les efforts possibles pour se défaire de ce chômage tant exécré ici et trouver un nouveau travail.

Ce bel exemple de système d'économie de marché arrimé à une éthique du travail transcendante et garanti par des allocations sociales élevées a fonctionné sans anicroches jusque dans les années 70. Depuis lors, les changements de valeurs et de normes qui s'opèrent à vive allure alliés à une forte immigration ont contribué à engendrer des mutations culturelles globales au premier rang desquelles on peut compter celles intervenues dans la culture du travail. De plus en plus de gens tiennent le

raisonnement suivant : „Pourquoi devrais-je me décarcasser à travailler aussi péniblement alors que je peux atteindre le même niveau de vie en bénéficiant des allocations étatiques ? » Si de telles réflexions devaient se généraliser, alors il faudra très vite se rendre à l'évidence que ce serait la fin de l'économie sociale de marché, du moins dans sa forme classique. Pour sortir de cette situation il n'y a que deux issues possibles qui sont aussi déplaisantes l'une que l'autre : soit les contrôles doivent être intensifiés pour combattre les « abus » dans l'attribution des allocations sociales, ce qui est à peine possible, vu que la notion de « abus » ne peut pas être définie de manière univoque. Ou bien alors il faut abaisser le volume des prestations sociales de manière énergique pour rendre le travail à nouveau attractif. Une baisse des allocations sociales frapperait par contre de plein fouet justement les nécessiteux, ceux-là même pour qui elles ont été créées. Cette relation qui existe entre la politique sociale et l'empreinte culturelle, nous devons l'apprendre en Allemagne à notre corps défendant, et elle ébranlera dans l'avenir fortement bien des fondements de notre socle social.

Les problèmes qui apparaissent dans notre économie sociale de marché et qui sont dus aux changements culturels sont amplifiés par le fait que l'Allemagne a, dans le cadre de l'Union Européenne, renoncé à ses droits et devoirs d'un Etat national. Une économie peut sans aucun problème être mise en œuvre à une échelle internationale, pour une économie de marché pure, les frontières nationales ne peuvent que représenter des obstacles. Plus l'espace économique est grand, plus le marché est grand. Moins il y a de prescriptions étatiques et de douanes, mieux c'est ! L'aspect social par contre ne peut être organisé que dans le cadre d'un Etat national, du moins si on a pour ambition d'atteindre bien plus qu'un minimum en redistribution. C'est un fait que l'on est solidaire au maximum avec ses propres compatriotes, ce n'est que pour eux que l'on se déclare prêt à faire d'énormes sacrifices. Une politique sociale à l'échelle internationale n'est pas imaginable pour cette raison, et une internationalisation de la politique et de l'économie refoule inévitablement toujours davantage l'aspect social.

Il s'y ajoute qu'à l'intérieur des frontières de l'Union Européenne ce ne sont pas seulement les marchandises qui peuvent être vendues librement, mais les personnes ont, elles-aussi, le droit de circuler librement. Cet état de fait crée, lui-aussi, d'énormes problèmes en matière de politique sociale. En effet, premièrement, cela crée de forts mouvements migratoires à destination du pays où les allocations sociales sont plus élevées. Les allocations sociales allemandes sont supérieures à nombre de bons salaires dans certains pays ayant nouvellement adhéré à l'Union Européenne. A titre de comparaison, une famille allemande vivant d'allocations sociales a à sa disposition quatre fois plus d'argent qu'une famille de professeurs en Lettonie ! Il va de soi que des prestations sociales aussi élevées exercent une attraction intense non seulement sur les pauvres ressortissants de l'Union Européenne, mais également sur les demandeurs d'asile et des personnes venant d'autres pays, pour lesquelles de telles allocations semblent comme tout simplement tombées du ciel. La suite logique inévitable en sera finalement qu'il deviendra impossible de payer les charges sociales au nombre toujours croissant de prestataires d'allocations.

Il n'y a pas que les ressortissants de pays européens plus pauvres ou de pays non-européens qui viennent en grand nombre en Allemagne pour des raisons de prestations sociales élevées qui sont en train d'ébranler le fondement même de l'économie sociale de marché mais aussi tous ceux qui sont attirés par les salaires élevés en comparaison à d'autres pays. A titre d'exemple, en Roumanie et en Bulgarie les salaires ne représentent environ qu'un cinquième de ceux pratiqués en Allemagne et, non seulement cela représente un fort stimulant pour envisager d'y délocaliser des usines, mais aussi beaucoup de gens vont se rendre en Allemagne pour grossir les rangs des migrants économiques. Etant donné qu'ils sont prêts à travailler pour beaucoup moins d'argent que leurs collègues allemands, cela aura irréremédiablement à la longue pour conséquence une baisse des salaires, surtout parmi les travailleurs les moins qualifiés et les travailleurs moyens qui représentent le plus grand contingent. Le tableau 2 met cet aspect bien en évidence. Il fait ressortir que durant les quinze dernières années, les salaires moyens, mais également les pensions, ont connu une baisse réelle significative dans le même temps où le revenu national, lui, était en train de croître. Ceux dont les revenus sont constitués non par des salaires mais par des prises de bénéfices doivent par conséquent avoir augmenté leurs revenus de manière surdimensionnée. Cette évolution des revenus dans des directions opposées qui est à mettre sur le compte de la globalisation et de l'immigration est quelque chose d'inévitable. Car le peintre roumain et le camionneur bulgare ne travaillent pas plus mal que leurs collègues allemands. Mais, étant donné qu'il n'y a pas tant de postes de travail à la disposition de ces gens qui cherchent un travail supplémentaire, non seulement les salaires vont baisser inexorablement mais le chômage va s'accroître. Le travail au noir s'avère alors pour beaucoup de gens comme une issue individuelle, mais ce travail au noir aggrave encore davantage le problème d'un point de vue politico-économique, étant donné que des emplois officiellement répertoriés vont être supprimés, que les recettes fiscales vont baisser et que les allocations étatiques devront augmenter. L'état est finalement impuissant face à cette situation. L'expérience a prouvé que les contrôles contre le travail au noir n'ont pas ou peu d'effet et que les salaires minimums garantis par l'état aggravent même les problèmes. La formation professionnelle et le perfectionnement sont parfaitement illusoire vue l'ampleur de la tâche, de même que d'autres éventuelles mesures d'intégration coûteraient beaucoup trop à la communauté.

La situation est par contre tout à fait à l'opposé en ce qui concerne les cadres supérieurs. Sur un marché du travail international leurs revenus augmentent de manière exponentielle car ils sont très demandés de par le monde. Cela ne concerne pas que les présidents de banques internationales et les managers de marques automobiles, mais aussi les sportifs, les acteurs etc. Par exemple, tant que les footballeurs professionnels n'avaient le droit de jouer que dans leur propre pays, leurs salaires étaient relativement bas. Aujourd'hui par contre, ils gagnent sur le marché international plusieurs fois leur salaire d'antan. C'est ainsi que l'extension de l'Union Européenne mais aussi la mondialisation ont globalement eu pour conséquence qu'en Allemagne les écarts entre les revenus sont en train de se creuser de manière considérable, situation que le pays n'avait pas connue depuis 200 ans. Il se passe exactement le contraire de l'objectif que s'est assigné l'économie sociale de marché, et la politique mise en œuvre est désarmée. Même si elle le voulait, elle ne pourrait pas inverser le tendance sans éviter que le sort des pauvres ne se détériore davantage. En effet, si par exemple les

fortunes des riches ou leurs revenus sont taxés plus lourdement, ces derniers transfèrent tout simplement et de manière légale leur lieu de résidence à l'étranger et paient les impôts peu élevés du pays d'accueil. Déjà de nos jours, beaucoup d'allemands très riches vivent à l'étranger : pas seulement des industriels et des fondations mais aussi des sportifs de haut niveau, des artistes, des acteurs etc. Ils ont été chassés par les impôts allemands très lourds, ce qui rend la perpétuation de la politique sociale en Allemagne de plus en plus difficile, car cet argent qui était versé par ces gens au titre d'impôt fait aujourd'hui cruellement défaut à l'état.

Si vous me permettez de faire, à ce stade de mon exposé, un premier résumé, je dirais volontiers que l'économie sociale de marché a été durant les premières décennies de son existence une grande réussite. Elle a été non seulement porteuse de paix sur le plan économique mais elle a aussi été le soubassement de la paix sociale, d'un accord des intérêts divergents et de plus d'égalité. L'économie sociale de marché a apporté à tous un bien-être impensable jamais vu dans l'histoire, et sans cet ordre économique, l'Allemagne ne serait certainement pas devenue la démocratie affermie qu'elle est de nos jours.

La question de savoir si l'économie sociale de marché connaîtra dans l'avenir autant de réussite est à mon avis une question plus que largement ouverte. En effet, premièrement, l'économie sociale de marché ne peut fonctionner qu'en corrélation avec une culture bien établie, à savoir une culture du travail qui a de plus en plus tendance à se disloquer. Et deuxièmement, l'économie sociale de marché (comme presque tout ce qui touche au social) n'est pensable et organisable que dans un cadre national.

La globalisation galopante et la dissolution de l'Allemagne dans l'Union Européenne ont de ce fait rendu possible de conserver l'économie sociale de marché sous la forme qu'on lui a connue jusqu'ici et même de la parfaire.

Ainsi, je pense avoir apporté quelques éléments de réponse, au moins pour ce qui est des tendances, à la question posée en guise d'introduction de mon exposé, à savoir si – comme le pense notre chancelière – l'économie sociale de marché peut être transposée dans d'autres pays : premièrement, dans un monde globalisé, il y a – malheureusement ! – à peine de place pour une économie sociale de marché, et deuxièmement, les différences culturelles entre les pays sont encore très marquées comme par le passé. Personnellement, je trouve que c'est une bonne chose qu'il existe de telles différences, et pour moi, c'est passionnant d'être actuellement ici chez vous à Dakar, en votre compagnie, au lieu d'être en Allemagne où rien ne m'est étranger. Mais le caractère différent des cultures rend justement impossible de transférer sans autre forme de procès dans un pays donné une chose qui avait bien marché dans un autre. Ceci vaut bien sûr tout particulièrement pour un ordre économique comme l'économie sociale de marché.

Puisque nous sommes réunis en ce jour ici au Sénégal, à Dakar, vous me permettrez de profiter de l'occasion qui m'est ainsi donnée pour évoquer dans le débat qui nous intéresse le premier président du pays, monsieur Léopold Sédar Senghor. Je ne suis pas sans savoir que, encore de nos jours, il n'est pas incontesté dans son propre pays et qu'on lui reproche entre autres de ne pas s'être assez engagé dans ses écrits en faveur d'une amélioration des conditions économiques et en faveur d'un changement dans les rapports de domination. L'autre reproche formulé à son endroit est qu'il a dans sa philosophie trop tendance à souligner les différences entre les hommes, en mettant trop peu en relief leurs similitudes.

Une telle critique peut paraître fondée à certains égards, mais je dois avouer que je ne saurais y souscrire entièrement. A mes yeux, Léopold Sédar Senghor n'a pas seulement été un personnage impressionnant dans son existence personnelle, mais aussi sans conteste un des plus grands penseurs et un des plus grands hommes d'état du 20^{ème} siècle. Sa conception de l'épanouissement nécessaire et possible de l'homme pourrait, en première analyse, être mise en parfaite relation avec un ordre basé sur l'économie de marché. Mais justement, seulement en première analyse. En effet, d'abord, le développement économique n'est pas au centre de ses préoccupations et puis, la différence culturelle entre les hommes sur laquelle il met l'accent doit être interprétée comme le constat que l'on ne peut pas reprendre aussi simplement des modèles économiques qui ont fait leurs preuves ailleurs. Pour être honnête, je me suis rendu compte à quel point il avait raison lors d'un voyage que j'avais effectué il y a exactement 30 ans à Gaoua, dans le sud-est du Burkina Faso, pour rendre visite à mon frère qui y travaillait dans un projet médical.

Mais permettez-moi d'abord de faire à ce sujet un petit retour en arrière.

Vous connaissez certainement les trois singes japonais : l'un des singes se couvre les yeux, un autre les oreilles et le troisième la bouche. La photographie montre l'image de ces trois singes du Japon. Cette scène est sujette à beaucoup d'interprétations. La première suggère : voici exposée à l'aide d'une simple image la doctrine bouddhiste du dieu Vadjra, qui veut que l'on ne voie rien (de mal), que l'on n'entende rien (de mal) et que l'on ne dise rien (de mal). Ailleurs, ces trois singes sont interprétés comme une invite à ne pas s'immiscer dans les affaires d'autrui. Le message est le suivant : « Fais preuve de retenue, reste en dehors des événements. Fais comme si tu ne voyais rien, n'entendais rien et ne disais rien – alors, tu ne t'en porteras que mieux et vivras heureux et en paix » Ceci, c'est, à n'en pas douter une conviction typiquement japonaise, pour ne dire de l'Asie orientale.

Lorsque, comme esquissé plus haut, je me suis retrouvé il y a trente ans au fin fond de la brousse dans un restaurant établi à proximité de la place du marché, je fis une seconde rencontre avec les singes japonais, à la seule différence près qu'ils étaient maintenant au nombre de quatre et qu'ils étaient devenus des singes africains. Un artiste les avait peints sur un mur, et cet artiste devait être – et cela, j'en suis vraiment convaincu – doublé d'un grand philosophe et penseur. Le quatrième singe symbolise en effet, dans l'entendement de cet artiste, ce qui se passe dans les faits lorsque l'on ne voit rien, n'entend rien et ne dit rien : on devient tout simplement fou par la faute de ce « rien » - « fou

de rien ! ». Lorsque je vis cette image je compris subitement ce que cela voulait dire que les différences de cultures. Ce qui pour un artiste japonais était une invite naturelle à mener une vie heureuse pouvait aux yeux de l'artiste africain paraître dans le meilleur des cas comme non-sens incompréhensible. Cette image me démontre bien mieux que de longues analyses scientifiques à quel point il existe des manières différentes d'interpréter le monde, la société et les actions des hommes. Les différences culturelles sont, comme par le passé, encore très prononcées, et je ne peux que m'en réjouir. Mais cela signifie également que l'on ne peut apprendre directement l'un de l'autre que de manière limitée. Il appartient plutôt à chaque homme pris isolément, mais également à chaque pays de trouver son propre chemin en tenant compte de ses propres normes, de ses propres valeurs et de sa propre culture. Ceci est également valable pour le système économique à mettre en place. Aussi couronnée de succès qu'ait pu l'être l'économie sociale de marché dans une période donnée de l'histoire allemande, elle n'est, dans le meilleur des cas, transposable dans d'autres contrées que dans des proportions très réduites.

LE SECTEUR PRIVE AFRICAIN FACE A LA CRISE MONDIALE AU REGARD DE L'ECONOMIE SOCIALE DE MARCHE COMME MODELE D'UN ORDRE ECONOMIQUE LIBERAL

Papa Nalla Fall

Président de la Commission de la Formation et de la Valorisation
des Compétences Professionnelles du Conseil National du Patronat du Sénégal,
Président de la Plateforme des Acteurs Non Etatiques pour le Suivi de l'Accord de Cotonou

A l'heure où le monde continue de s'interroger sur les causes et surtout les effets de la crise financière sur l'économie mondiale, il nous semble pertinent que la Fondation Konrad Adenauer du fait de son origine et de sa philosophie, organise une réflexion sur le thème « *l'économie sociale de marché : modèle d'un ordre économique libéral* », en coopération avec l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. De toujours, la Fondation Konrad Adenauer a constitué un lieu d'échanges et de partage sur les grandes questions de l'heure.

Je ne reviendrai sur la nature et le fonctionnement du modèle économique dont il est question, thème qui a été traité de façon magistrale par le Docteur Hermann V. LAER, Professeur à l'Université de Vechta en Allemagne.

Vous me permettrez cependant d'évoquer certains de ses principes pour exprimer mon opinion personnelle sur « *les enjeux et défis que cette crise financière soulève pour le secteur privé africain au regard de la théorie et de la pratique de l'économie sociale de marché* ». Le faisant à titre personnel et n'engageant nullement les organisations auxquelles je suis partie prenante, à savoir le Conseil National du Patronat du Sénégal et la Plateforme des Acteurs Non Etatiques pour le Suivi de l'Accord de Cotonou.

Ma démarche repose sur une série de questions auxquelles je tenterai d'apporter des réponses pour aboutir à quelques orientations stratégiques de « *survie* » à cette crise pour le secteur privé africain.

Les questions sont (i) Quelle est la constitution du secteur privé africain ? (ii) Quels ont été les premiers effets constatés de la crise pour le secteur privé africain dans le contexte global de l'économie africaine ? (iii) Quel a été le degré de préparation du secteur privé et de l'environnement face à cette crise ? (iv) Quelles ont été ses réactions du secteur et de l'environnement ? (v) La pratique de l'économie sociale de marché est-elle, pour le secteur privé africain, une réponse appropriée pour une « *survie* » à cette crise ?

Première question : Quelle est la constitution du secteur privé africain ?

Pour des raisons de compréhension mutuelle et d'éviter des polémiques sur les éléments constitutifs, il me semble important de cerner les limites du secteur que je qualifie de « privé africain »

Deux qualificatifs sont attachés au concept. Le premier est « privé » ; cela veut dire pour moi tout l'ensemble des entreprises de production de biens et de services selon les dispositions législatives et

réglementaires en vigueur dans le pays, quelle que soit la configuration du capital (avec ou sans participation publique). Le second qualificatif est « africain » ; cela veut dire pour moi, au delà de la nationalité des actionnaires, la présence géographique en Afrique et l'exercice de production de biens et de services sur territoire africain selon la définition de l'Union Africaine, plus le Maroc qui n'est pas membre de l'UA.

De façon lapidaire, les activités du secteur privé couvrent des filières comme celles de l'exploitation des minerais (or, diamant, cuivre, cobalt, uranium, pétrole, etc.), de l'exploitation de produits agricoles d'exportation (café, cacao, coton, sucre, produits de la floriculture, etc...), de l'exploitation de produits halieutiques et autres produits industriels. A la production de ces produits, on peut ajouter la fourniture de services notamment dans le transport, les communications, le tourisme et certains services professionnels.

Malgré cette diversité de produits et de services, leur part dans le commerce mondial demeure très réduite (2%) et certains produits sont exportés sous forme de matières premières à faible valeur ajoutée ; les produits miniers sont souvent surexploités ; ce qui fait que la durée d'exploitation est finie ne dépassant pas pour certains les 35 ans. Les investissements directs privés dans ces filières ne sont pas supérieurs à 2,5% du total global selon certaines estimations.

A côté des ces filières formelles, il ne faut pas oublier qu'il y a un pan très important du secteur privé africain, le secteur privé non structuré, non formel qui, cependant participe à la production et la distribution de biens et services notamment pour les « bottom billions », les milliards de pauvres des bidonvilles et des zones rurales exclus du développement, pris comme dans un piège et sans accès aux marchés mondiaux.

L'économie sociale de marché ne peut pas ignorer cette frange de la population bien que leurs prises en considération ne peuvent se faire sans une croissance et une distribution plus équilibrée des fruits de celle-ci produite par le premier pan.

Deuxième question : Quels ont été les premiers effets constatés de la crise financière pour le secteur privé africain de la crise pour le secteur privé africain ?

Le 15 septembre 2007, le monde se réveille à l'annonce de la débâcle de Lehmann Brothers, de Fannie May et de AIG avec leurs effets sur les économies mondiales. Différents plans s'en sont suivis dont quelques exemples :

- Recapitalisation des banques (déclaration du 21 septembre 2007 de Gordon Brown,
- Vote du 3 octobre du plan Paulson de sauvegarde pour un montant 700 milliards de dollars qui sera complété par d'autres fonds pour atteindre le chiffre faramineux de 1200 milliards de dollars proposé par le Président Barack OBAMA
- Plan Sarkozy de novembre 2007 pour la garantie des banques ayant subi des pertes avec le renforcement des fonds de roulement pour des montant allant jusqu'à 360 milliards d'euros.

Cette crise financière, du fait de la faible intégration de l'économie africaine dans l'économie mondiale et de l'absence de marché financier structuré y compris celui de l'Afrique du Sud, n'a pas affecté de

façon significative le secteur productif africain d'un point de vue financier ; la plupart des institutions financières privées ont été à l'abri des « subprimes » et disposent de portefeuilles sains. Aussi cette faible intégration (2% des échanges commerciaux, 2,5% des investissements privés directs) a servi comme un facteur de protection contre la crise financière considérée comme un tsunami qui s'est produit très loin.

Cependant cette crise financière a débouché sur une crise économique mondiale généralisée avec des récessions notamment dans les pays développés, en Chine et en Inde et dans les pays émergents. Il faut s'attendre alors à des ondes de choc qui commencent à se faire sentir pour le secteur privé africain.

La demande globale mondiale, du fait de la crise, a subi une compression affectant notamment la demande en matière premières notamment minérales et les carnets de commandes de certains produits minéraliers ont subi jusqu'à une baisse de l'ordre de 50% pour le diamant, 60% pour le cuivre, etc.... ; une telle baisse des carnets de commande a engendré des pertes de recettes de l'ordre de 40% pour des entreprises du secteur minier dont la rentabilité était déjà largement affectée du fait de l'augmentation des coûts de facteurs de production comme les facteurs énergétiques.

Pour ce qui est du secteur des services, des effets similaires ont été constatés : baisse du tonnage à transporter, baisse du volume des exportations, baisse des entrées pour le secteur du tourisme, etc.... Ces différentes baisses ont eu un effet sur les recettes douanières qui constituent la part la plus importantes des finances publiques pour les gouvernements africains dont la tendance va être d'augmenter la taxation intérieure avec ses conséquences sur la productivité et la compétitivité des entreprises.

La crise financière, du fait de la rareté des ressources a eu pour effets de diminuer le niveau des investissements privés directs, niveau qui n'était pas élevé par ailleurs. Un effet induit de cette baisse des investissements dans le secteur productif est l'augmentation du taux de chômage de l'ordre de 50 millions dans le monde dont environ 50% dans les pays africains, une diminution des revenus des ménages et une compression de la demande intérieure africaine.

Ainsi « **la crise financière** » devenue « **crise économique** » est venue s'ajouter à d'autres crises qui étaient en cours dans les pays africains : (i) la crise des matières premières ; (ii) la crise énergétique ; (iii) la crise politique.

La crise des matières premières agricoles et minérales dues à de mauvaises récoltes de 2007 et 2008 ; pour certaines matières (café, cacao, sucre, riz, blé, etc.), des augmentations de la demande sur le marché mondial ont eu des effets positifs pour certains pour d'autres, des effets négatifs. La demande des grands pays comme la Chine et l'Inde ont pesé sur certaines denrées lesquelles ont provoqué une rareté et une augmentation du coût de la vie, occasionnant dans les pays africains des marches contre la faim (Egypte, Cote d'Ivoire, Namibie, Afrique du Sud, Sénégal, Zaïre, etc....); l'augmentation de la demande en matières premières stratégiques, aurait pu favoriser le système productif africain si la crise énergétique n'était venue s'y mêler.

La crise énergétique : la présence de ressources énergétiques importantes présentes en Afrique sont cependant indéniable (énergie fossile, énergie hydraulique, énergies renouvelables) ; l'absence de leur exploitation et de leur interconnexion n'a pas permis de bénéficier de l'embellie de la demande en

matières premières minérales ; pis elle n'a pas participé à une industrialisation plus forte et un renforcement des capacités productives africaine à travers une plus grande capacité de transformation des produits agricoles et l'ajout de plus grande valeur aux produits destinés à l'exportation en vue d'une plus grande facilité d'accès aux marchés mondiaux.

Les crises politiques : le continent est celui où les crises politiques et l'insécurité sont devenues endémiques. Le continent est devenu un enjeu géopolitique important ; du nord au sud, les conflits larvés, parfois localisés, les insurrections, les attentats, les prises d'otages, les coups d'état sont devenus monnaie courante. Aussi, avant la crise financière devenue économique, le secteur privé africain n'avait pas bénéficié d'un environnement politique stable avec des institutions stabilisées indépendantes des instabilités politiques. Un système de reddition de compte en un mot un système d'exercice démocratique garantissant la stabilité politique et la paix sociale dans le continent, stabilité politique et sociale offrant des possibilités de contractualisation entre les employeurs et les travailleurs sur le long terme. L'impact de ces crises politiques devient alors important aux plans de l'exercice et de la gestion dans le domaine économique.

Il a été toujours été de l'avis du secteur privé africain de disposer d'institutions de gestion de politiques économiques jouissant d'une impartialité que Pierre Rosanvallon du Collège de France qualifiait d'« **impartialité constituante** ». Comme il le disait « **cette dénomination, inspirée de la distinction classique entre politique constituante et politique constituée, vise à spécifier la finalité d'institutions indépendantes ayant une dimension d'infrastructures de la vie sociale** ». Leur indépendance est donc là fondée sur la détermination d'un champ de la vie commune que j'estime devoir être distingué de la sphère politique-partisane. A ce titre, l'exemple le plus ancien d'institution de ce type est celui des autorités monétaires.

Comme le disait Condorcet en 1790 « **Il est dangereux de confier au pouvoir exécutif la garde du Trésor public** ». Les raisons de cette prévention ? Elle tenait pour le philosophe au fait que les gouvernants risquaient d'être motivés par des considérations de court terme et donc de sacrifier l'avenir au présent ; leurs décisions pouvaient aussi être biaisées par des considérations partisans ou personnelles. Même s'ils étaient pleinement légitimes, il était aussi raisonnable de limiter leur champ d'actions à un domaine constitutif du contrat social, et de démultiplier en conséquence les types d'institutions chargées de mettre en œuvre l'intérêt général. «**Il peut être utile de confier à plusieurs corps séparés l'exercice de diverses parties d'un même pouvoir** », concluait Condorcet en invitant ses contemporains à ne pas en rester à une appréhension étroite de la division fonctionnelle de ses trois pouvoirs. Il fut de la sorte le premier à proposer une forme de « **constitutionnalisme économique** ».

La question de l'indépendance des Banques centrales a ensuite été le terrain principal sur lequel se sont déplacées ces interrogations pionnières. Elle n'a cessé de prendre de l'importance, entraînant dans la période récente une véritable révolution. Entre 1990 et 1995, plus de trente pays, principalement en développement, ont ainsi adopté le principe de cette indépendance ou renforcé le statut existant.

En Afrique, devant les vellétés du Pouvoir exécutif de manipuler les institutions, il est de l'intérêt du secteur privé de veiller à ce que le débat sur le sujet se poursuive ; la veille et l'alerte sont de mises

pour éviter que le système monétaire, entre autre, ne tombe dans les mains des politiques comme cela s'est exprimé même au delà de l'Afrique et surtout en cette période de crise où le retour l'Etat est requis sous toutes ses formes.

Le secteur productif africain n'a pas aussi bénéficié d'un environnement favorable pour son développement du fait de la faible intégration des différentes économies nationales ne permettant pas d'avoir un grand espace économique intégré, un vaste marché de près de 1 milliard de consommateurs, avec la liberté de circulation de biens, de personnes et de capitaux. L'absence d'intégration et des mesures incitatives n'a pas permis de mutualiser les ressources financières publiques nationales pour les consacrer à la réalisation des infrastructures physiques de base de transport et communication, de production énergétique, de modernisation de la production agricole et industrielle.

De ce point de vue la question qui me semble la plus importante, en cette période de crise où le court terme prend le pas sur le stratégique, est celle de l'harmonisation voire l'unification du système monétaire dans un espace intégré avec un dispositif régulation et de surveillance en Afrique comme ce fut le cas en Europe et aussi aux Etats-Unis avec la *Federal Reserve*.

C'est là où l'examen du cas allemand est particulièrement intéressant pour le secteur privé africain.

La décision allemande, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, de donner à la Banque centrale du pays une rigoureuse autonomie, a constitué un cas exemplaire d'institution dont le caractère de service public a été déterminé par l'indépendance et la soustraction au contrôle du pouvoir exécutif. Cette décision ne peut être comprise que si elle est restituée dans la perspective de traumatismes de l'entre-deux-guerres en Allemagne. L'avènement au pouvoir du parti nazi par les urnes est le plus évident d'entre eux. Comment, en effet, faire de l'expression électorale le fondement de l'idéal démocratique si cette expression peut conduire légalement à une destruction de la démocratie ? La question, qui avait déjà désorienté les républicains français après la consécration populaire de Napoléon III, ne cessera de hanter les libéraux et les démocrates allemands. La référence, **une démocratie militante**, à partir des années 1930, constituera une première forme de réponse à la question, en remobilisant au profit d'une perspective nouvelle la distinction des années 1920 **entre légalité et légitimité**. Elle occupera une place centrale dans les débats constitutionnels et politiques de l'après-guerre et conduira à bannir les forces politiques jugées trop menaçantes pour la liberté et à faire symétriquement adopter un « **droit de résistance** » des citoyens s'ils jugeaient l'ordre démocratique menacé. Quoique à priori moins sensible, le champ monétaire a aussi été au cœur de la mémoire germanique.

L'hyperinflation de l'après-Première Guerre mondiale est en effet le deuxième événement traumatique qui a durablement marqué les Allemands.

Cette hyper inflation, avec les chiffres spectaculaires qui l'ont exprimée, est un phénomène bien connu. Si les prix sont multipliés par dix entre 1918 et 1921, ils explosent ensuite littéralement en 1922 et plus encore 1923. Lorsqu'une réforme radicale est menée à la fin de 1923 pour sortir de cette crise vertigineuse, le nouveau *Rentenmarks* qui est introduit vaut un billion de *Reichsmarks* ! Ce seul chiffre, qui donne une image de l'ampleur du problème, échappe presque à l'appréhension tant son énormité a un effet de déréalisation.

A mon avis, on ne peut pas, pour cela en rester à une caractérisation de ce phénomène comme une simple «**crise financière** ». Le désordre monétaire a en effet été dans ce cas le reflet d'un véritable état de décomposition sociale ! A ce niveau, c'est la structure sociale même qui s'est trouvée atteinte par la crise radicale de confiance qu'exprimait la fuite devant la monnaie. Beaucoup de pays africains dont les plus importants au plan géographique comme au plan économique, se trouvent dans cette situation au regard de la confiance par rapport à la monnaie.

A la limite de recouvrement des catégories anthropologique, économique et politique, l'hyper inflation allemande du début des années 1920 illustre un de ces états-limites qui fait comprendre que la monnaie peut-être « **l'expression de la société comme totalité** ». Dans ce cas, la question de la monnaie est indissociable de la constitution même du lieu social dont elle exprime la qualité ; Marcel Mauss notait que la monnaie devait être appréhendée comme « **des formes de la pensée collective** », et même « **la forme essentielle de la communauté** » ; la monnaie a un contenu directement politique. Appréhendée à cette aune, l'hyper inflation a traduit une sorte de rupture du contrat social, un retour à l'état de nature et à la lutte de tous contre tous. Ce qui faisait dire à Konrad Adenauer que : « **s'il n'y a plus de monnaie, alors les gens se batront à mort les uns contre les autres.** » Il n'y a plus de lien social, car il n'y a plus d'équivalent général, tout simplement.

L'expérience de l'hyper inflation comme décomposition du bien civique, et donc comme destruction de la possibilité d'un régime démocratique, va inciter les Allemands à mettre l'accent sur la dimension sociétale de l'idée démocratique ainsi que sur ses pré-conditions structurelles. La question de la stabilité des prix va s'imposer dans ce contexte comme une des conditions essentielles d'une démocratie appréhendée comme forme sociale autant que comme procédure. Légalement formée en 1949, la République Fédérale, va ainsi s'organiser avec l'obsession de conjurer organiquement tout retour à ces dérèglements et à ces démons du passé. Dans l'ordre immédiatement constitutionnel, le souci primordial est d'affirmer la centralité du **Rechtsstaat**, de mettre le temps long du droit en position de gardien, au-dessus du temps court et versatile de la vie électorale. **Il va, pour cela, se soucier de donner à la vie publique un soubassement idéologique non conflictuel et de ne pas fonder la démocratie allemande sur la seule existence d'un contrat électoral.**

Pour le secteur privé africain, un des préalables à la sortie « **des crises** » est l'existence « **d'un état de droit dans un Etat de droit** » ; son inexistence constitue un handicap majeur parce que déterminant des crises dans lesquelles il est installé.

Troisième question : Quel a été le degré de préparation du secteur privé africain et de l'environnement face à cette crise ?

A ma connaissance, le secteur privé africain a été pris de court par cette crise financière ; il n'avait aucune préparation préalable à absorber le choc occupé qu'il était à gérer leur quotidien dans des situations de pénuries permanentes. Le secteur privé africain n'a pas été le seul à être surpris à telle enseigne qu'aucune déclaration de politique n'a été prononcée par les organisations du secteur privé du continent comme la Confédération pan africaine des Employeurs (CPE) ; les organisations politiques africaines ont été aussi surprises par la soudaineté et l'ampleur de cette crise du fait de

l'absence d'analyses approfondies, des perspectives qui n'ont pas été menées et des solutions proposées ; les institutions financières régionales (Banque africaine de Développement, la Banque Ouest Africaine de Développement, l'Union Africaine). Les positions du Fond Monétaire et de la Banque Mondiale ont été timides ; à titre d'exemple le montant de 40 milliards de dollars de ressources obtenues par la Banque Mondiale est loin des 4000 milliard injectés pour sauver les institutions financières et le secteur privé des pays développés.

Quatrième question : Quelles pourraient être les réactions du secteur privé et de l'environnement ?

L'Entreprise, expression la plus simple du secteur productif en Afrique comme partout ailleurs, constitue un lieu de socialisation où des personnes d'origine différente, de confession différente, de niveaux différents et d'intérêts « apparemment » divergents, se côtoient et se mobilisent pour un idéal commun de production de biens ou de fourniture de services. C'est aussi un lieu d'expression de la démocratie de représentation. C'est pourquoi, il est attendu de ce secteur de réagir face à cette crise en méditant des expériences du passé sur la base d'une analyse approfondie des forces et faiblesses internes.

Comme souligné plus haut, nous n'avons pas assisté à des réactions de la part des institutions publiques et privées, politiques comme économiques, nationales comme internationales. Pour le secteur privé africain, l'intérêt réside dans des actions d'envergure globales et holistiques auxquelles il participerait.

En revisitant l'histoire économique allemande, le politique ainsi que l'économique africain pourraient réagir de concert de façon globale et holistique pour la protection du bien social.

C'est là où l'idée de donner à la vie publique un soubassement idéologique non conflictuel, de ne pas fonder la démocratie allemande sur la seule existence d'un contrat électoral a eu un sens parce que traduite, pour sous-tendre l'édification d'un véritable « **constitutionnalisme économique** ». C'est là pour moi la signification de l'économie sociale du marché.

Sur la base des recherches effectuées, j'ai découvert que la formule et l'idée du « **constitutionnalisme économique** » viennent d'un petit groupe d'économistes constitués dès les années 1930. violemment hostiles au régime nazi entrain de s'imposer, ces économistes d'inspiration « néolibérale », également marqués par leur engagement religieux, fondèrent un courant d'opposition qui finira par être identifié à la revue qu'ils lanceront, **Ordo**. D'où à la dénomination **d'ordo libéraux** qui leur fut attribuée. Parmi les principales figures de ce groupe on peut citer Wilhelm Röpke, Franz Böhm, Walter Eucken et Hans Grossmann-Doerth. vite condamnés au silence par Hitler, les survivants du groupe jouèrent un rôle clef dans l'Allemagne de l'après guerre. Ludwig Erhard, le principal artisan du « miracle économique » allemand, ministre de l'économie des finances de l'Allemagne et successeur, en 1963, du chancelier Konrad Adenauer, était l'un des leurs plus fidèles disciples.

Théoriciens de l'économie sociale de marché considérée comme une alternative à un pur libéralisme suspecté de menacer l'ordre public, ces économistes proposèrent de « **donner à l'activité**

économique un cadre qui en garantisse la stabilité, prolongeant sur ce terrain le rôle central donné en politique à la règle constitutionnelle ». La question de la monnaie était appréhendée par ces hommes dans la perspective d'un tel constitutionnalisme économique. L'inflation n'était pour eux que la manifestation d'une défiance envers le pouvoir exécutif, l'expression du fait que la société n'était plus politiquement constituée, que le pouvoir n'était donc plus considéré comme effectivement légitime. D'où la centralité de la notion de stabilité des prix. Elle n'avait pas seulement à leurs yeux une portée technique et financière. Elle symbolisait plus fortement l'établissement dans la durée du contrat social et était la condition d'un ordre juste. Elle avait de cette façon une dimension démocratique, fondant l'unité du pays et protégeant également tous les membres de la cité. D'où l'importance concomitante de l'existence d'une institution indépendante, pour garantir dans la durée le maintien de cette stabilité des prix, à l'abri des variations des majorités électorales. C'est le rôle qui a été dévolu à la Banque centrale. Son indépendance a été conçue pour cette raison comme la source même de sa légitimité.

L'autonomie de la Banque centrale telle qu'elle a été instaurée en Allemagne marque une volonté de soustraction à l'emprise du pouvoir politique-populaire. Cela signifiait que la Banque centrale entendait gager son action sur des principes politiques fondamentaux, ceux-là mêmes qui donnent sens et formes au contrat social. L'indépendance vis-à-vis de l'exécutif a été la marque de l'aspiration à faire vivre une « **démocratie – société** », antérieure en quelque sorte à la démocratie électorale. C'est une « **légitimité des fondements de l'ordre social** » qui a présidé à son action.

La focalisation de l'attention sur les effets proprement économiques de l'indépendance des Banques centrales (en matière de maîtrise de l'inflation notamment) a tendu de recouvrir cette dimension politique spécifique du cas allemand. **Un certain nombre d'interprétations que l'on pourrait qualifier d'idéologiques de l'ordo-libéralisme ont pareillement conduit à masquer l'originalité de cette vision monétaire.**

La *Bundesbankgesetz* du 26 juillet 1957 a chargé la Banque fédérale allemande de réglementer la circulation de la monnaie et les conditions du crédit en précisant que son objectif devait être « **la sauvegarde de la monnaie** ». Cela signifie que c'est d'une indépendance-vigilante qu'il s'agit, et non pas une indépendance-souveraineté.

Pour l'Afrique et pour le secteur privé africain, il y a intérêt à ce que cette indépendance des institutions monétaires à mettre en place soit une indépendance active n'ayant rien à voir avec les types d'appels à la formation d'un ensemble neutre qui s'étaient multipliés dans l'entre-deux-guerres en Allemagne pour tenter de faire contrepoids au caractère dissolvant des coalitions partisans de l'époque. Comme en Allemagne, l'indépendance démocratique-civique doit être, au contraire, revendiquée. En témoignage à sa façon l'attachement très particulier au paiement en espèces qui caractérise encore aujourd'hui l'Allemagne (il est environ une fois et demie supérieur à ce qui existe dans le reste de l'Europe). Tout se passe comme si le billet de banque restait outre-Rhin le symbole vivant du lien entre l'ordre monétaire et la nation, équivalent sur un mode mineur mais tenace d'une sorte de « **plébiscite de tous les jours** », pour reprendre l'image de Renan.

Nul doute alors de voir l'Allemagne, jouer le rôle moteur pour donner à la Banque centrale européenne une assez stricte autonomie avant et au cours de la crise contrairement à d'autres pays

de l'Europe. Le poids de l'histoire que nous venons brièvement de rappeler permet d'en comprendre les raisons. Mais cette histoire invite aussi à ramener l'indépendance à ce qui en constitue le fondement : la volonté d'instituer une démocratie-société. C'est donc toujours sur ce terrain essentiel qu'il convient de retourner lorsqu'est débattue la question. Cette approche seule permet de saisir que ***l'impartialité constituante*** peut être une politique.

Cinquième question : La pratique de l'économie sociale de marché est-elle, pour le secteur privé africain, une réponse adéquate face à cette crise ?

Lors de voyages d'études en Allemagne, toutes les rencontres économiques ont eu pour bases de discussions les fondements de « ***l'économie sociale de marché*** » ; l'évocation de la brève histoire en donne les raisons. De voyage en Chine, j'ai eu également le même débat avec les autorités économiques chinoises. Pourtant il semblerait que les deux pays aient apparemment des parcours différents. Dans les pays scandinaves, j'ai eu des débats similaires avec les acteurs politiques et les acteurs économiques sur la base des mêmes propos. Pour les uns ce fut une politique de stabilité sociale de prévention de crises, pour les autres c'est des tentatives de trouver des voies et moyens pour rentrer dans des périodes de prospérité à la suite de crise d'après guerre ou de modification de régime politique et de tentative de démocratisation.

La crise financière devenue crise économique constitue malgré tout une grande opportunité pour le secteur privé africain notamment d'expansion et de reconquête des parts de son marché intérieur. Le secteur privé africain a appris à se développer et à prospérer dans des situations de pénuries et de rareté mieux que d'autres secteurs privés ; c'est un atout formidable pour celui-ci dans cette période de crise économique généralisée. C'est donc le moment, pour le politique, d'engager des ruptures en proposant des réformes de fond.

En conclusion

Le choix de l' « ***économie sociale de marché comme modèle libéral*** » pourrait constituer une réponse face aux crises. Pour le secteur privé africain, elle pourrait être un modèle libéral pertinent à condition de permettre :

- La restauration de la confiance entre le politique et l'économique à travers des politiques de stabilité sociale, de prévention et de règlement de conflits, de l'instauration de système politique démocratique garantissant la libre expression en vue de l'avènement d'un état de droit dans des Etats de droit ;
- La mise en œuvre des conditions de l'intégration économique voire politique dans le souci de constitution d'un marché de taille conséquent sans fragmentations par des frontières, garantissant la liberté de circulation de biens, de capitaux et de ressources humaines, avec des institutions de gouvernances politique, économique et sociale acceptées de tous, stabilisées et indépendantes, avec l'avènement d'une monnaie et des institutions de surveillance fortes et indépendantes ;

- La mise en place de conditions d'exploitation des ressources du continent à travers l'accroissement des investissements privés dans les filières productives et des investissements publics dans les infrastructures physiques de base, ceci dans le cadre d'un dialogue public privé sincère avec des règles de jeu claires entre les différentes parties prenantes.

L'adoption par l'Allemagne, la Chine, les Pays nordiques et quelques pays émergents de « l'économie sociale de marché comme modèle libéral » a reposé sur une analyse approfondie des situations contextuelles et son choix comme une doctrine idéologique, une politique économique et instrument de développement économique et social.

L'engagement idéologique soutenu par l'adhésion populaire consciente a été le plus important déterminant de son succès. C'est en cela qu'il est, comme l'avaient perçu Konrad Adenauer et Ludwig Erhard.

Où sont nos Konrad Adenauer et nos Ludwig Erhard ? Pourquoi n'avons pas médité les pensées de Barthélémy Boganda, de Patrice Lumumba, de Kwame Nkrumah, de Cheikh Anta Diop, d'Albert Tévoédjrè, etc... ? Nous connaissons le diagnostic, nous connaissons les prescriptions ! A quand l'administration des dites prescriptions ?